

Le Défi du Chômage et Chômage des Jeunes dans un Contexte de Croissance Économique Rapide en Ethiopie

Alemayehu Geda

Documents de travail GSYE-008

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Le Défi du Chômage et Chômage des Jeunes dans un Contexte de Croissance Économique Rapide en Ethiopie

Par

Alemayehu Geda

Département d'économie, Université d'Addis-Abeba

CREA Document de Travail GSYE-008
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
janvier 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Le cadre analytique	6
3.	Structure de l'emploi et du chômage en Éthiopie	10
4.	Les sources de la croissance et de l'emploi : Une analyse de la décomposition de la croissance et du changement structurel	20
5.	Les déterminants du chômage des jeunes	45
6.	Conclusion	
	Remarques	51
	Références	52
	Annexes	54
A1a :	Ratio travail-capital basé sur la MCS (L/K)	54
A1b :	Le secteur industriel	55
A1c :	Le secteur des services	56
A2 :	Secteur ayant un effet multiplicateur plus élevé pour un million d'injections de la demande dans chaque bloc de secteurs de produits de base (en millions de birrs)	56
A3 :	Contribution de la croissance sectorielle à la croissance du PIB et de l'emploi	57
B :	Déterminants du chômage des jeunes (modèle probit)	58

Liste des tableaux

1.	Principaux développements macroéconomiques récents en Ethiopie (année fiscale éthiopienne, juillet-juin)	2
2.	Répartition en pourcentage de la population active par statut d'emploi (en %)	11
3.	Répartition en pourcentage de la population active par catégorie professionnelle et division/secteurs industriels (en %)	12
4.	Le secteur informel en Ethiopie (2013-2020)	14
5a.	Croissance et contribution à l'emploi des sous-secteurs industriels	23
5b.	Croissance et contribution à l'emploi des sous-secteurs de services	24
6.	Décomposition de la croissance de la productivité en Éthiopie sur la base d'une demi-décennie (2000-18)	28
7.	MCS macro pour l'Éthiopie, 2015/16 (millions de birrs)	32
8.	Ratio K/L dans les secteurs et sous-secteurs	33
9.	Répartition factorielle de l'effet sur le revenu d'une augmentation de la demande (d'un million de birr dans chaque produit, en millions de birrs)	42
10.	Répartition régionale de l'effet sur le revenu d'une augmentation de la demande (d'un million de birr dans chaque produit, en millions de birrs ; taille de la population sur la base de la LFS 2021).	43
11.	Déterminants du chômage (Enquête nationale sur la main-d'œuvre, 2013, modèle probit)	46

Liste des figures

1.	Le profil du marché du travail éthiopien en 2021	4
2.	Le cadre analytique de l'étude	7
3.	Le chômage selon l'enquête sur la main-d'œuvre de 2013 et 2021	16
4.	Le chômage des jeunes (groupe d'âge 15-29 ans) selon l'enquête sur la main-d'œuvre de 2013 et 2021	17
5a.	Contribution sectorielle à la croissance du PIB et de l'emploi (2000-2009)	21
5b.	Contribution sectorielle au PIB et à la croissance de l'emploi (2010-2018)	22
6.	Productivité sectorielle du travail en Ethiopie et dans les pays de comparaison (2019)	26
7.	Ratio K/L dans les grandes et moyennes entreprises manufacturières (2016/17-2009 Ethiopie, en milliers de birr)	37
8.	Ratio K/L dans le secteur des services utilisant uniquement des actifs fixes "machines et équipements" (2013/14, en milliers de birr).	38
9.	Ratio K/L dans le secteur des services en utilisant le total des actifs fixes (2013/14, en milliers de birrs).	39
10.	Les 20 premiers secteurs ayant l'effet multiplicateur le plus élevé, en millions de birrs (avec une injection de la demande d'un million de birrs dans tous les secteurs de produits de base.)	41

Liste des abréviations et acronymes

ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
BAD	Banque africaine de développement
COVID-19	Maladie du virus de la Corona 2019
IPC	Indice des prix des consommateurs
CSA	Autorité statistique centrale
PIB	Produit intérieur brut
GVP	Valeur brute de la production
LMSME	Grandes et moyennes entreprises manufacturières
MOFED	Ministère des finances et du développement économique
NA	Comptes nationaux
NBE	Banque nationale d'Éthiopie
NLFS	Enquête nationale sur la main-d'œuvre
PM	Premier ministre
SAM	Matrice de comptabilité sociale
PME	Petites et moyennes entreprises
SNNP	Nations, nationalités et peuples du Sud
SSME	Entreprises manufacturières à petite échelle
TFP	Productivité totale des facteurs
TVET	Enseignement et formation techniques et professionnels
UUES	Enquête sur le chômage et l'emploi en milieu urbain
VA	Valeur ajoutée

Résumé

En utilisant différentes approches, cette étude a examiné le défi du chômage en général et du chômage des jeunes pendant la période de croissance rapide de l'Éthiopie, 2000-2021. En dehors de la description du profil récent du marché du travail, j'ai constaté un décalage entre les secteurs qui sont les sources de la croissance rapide et les secteurs ayant un potentiel important de création d'emplois. Les exercices de simulation effectués pour examiner l'effet sur l'emploi d'une stimulation de la demande n'ont pas permis de modifier ce phénomène, bien qu'ils puissent entraîner une augmentation de la production. Le problème du chômage est accentué par l'absence de transformation structurelle et une productivité faible ou en baisse dans tous les secteurs. La probabilité d'être au chômage est également relativement plus élevée pour les femmes et les jeunes, par rapport aux hommes et aux adultes, respectivement. Les efforts du gouvernement pour résoudre le problème du chômage des jeunes par la création d'écoles de formation technique et professionnelle n'aident pas non plus. Les résultats de l'étude ont permis de dégager un certain nombre d'implications politiques. Parmi celles-ci, par exemple, la réorientation des incitations et du soutien politique vers les secteurs à fort potentiel d'emploi - les trois premiers identifiés dans l'étude étant l'agriculture en général et l'élevage en particulier, les parcs agro-industriels et la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre - pourrait être importante pour relever le défi du chômage.

Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a rendu possible la réalisation de cette recherche. Je suis également éternellement reconnaissant au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. J'aimerais également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement celles de l'auteur. Elles ne représentent pas nécessairement les points de vue du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. L'auteur est donc seul responsable du contenu et des erreurs de ce document.

1. Introduction

L'Éthiopie a enregistré l'une des croissances les plus élevées d'Afrique au cours des deux dernières décennies. Malgré cette croissance économique élevée et continue pendant une décennie et demie, le chômage en général, et celui des jeunes en particulier, est resté un défi majeur. Il convient donc d'examiner la nature de cette croissance qui n'a pas été caractérisée, entre autres, par une transformation structurelle et la création d'emplois décents. Cette étude se concentrera donc sur l'examen de la relation entre cette forte croissance et les défis du chômage en général et de l'emploi des jeunes en particulier.

Le contexte macroéconomique et de croissance et le chômage

Avant la parution du COVID-19 en 2020, la croissance de l'économie prévue par le gouvernement en 2019/20 était de 9 %. Ce chiffre s'est avéré être de 6% selon les dernières données officielles (NBE, 2020 ; Alemayehu, 2020a, 2020b). La croissance attendue de 9% n'était pas surprenante, compte tenu du bilan de croissance depuis une décennie et demie avant cette période. En utilisant les données officielles, la croissance de l'économie au cours des deux dernières décennies pourrait être décrite comme impressionnante avec une croissance moyenne d'environ 9% par an entre 2000 et 2012. Si l'on ne tient pas compte des années anormales (les trois premières années) et que l'on calcule le taux de croissance à partir de l'année 2003, le taux de croissance annuel moyen est d'environ 11 % par an pendant neuf années consécutives. Cette tendance s'est poursuivie au cours de la deuxième décennie (2011/12-2018/19), avec le même taux de croissance annuel moyen de 9,2 % (tableau 1).

Au cours des cinq dernières années, l'instabilité macroéconomique a commencé à se manifester fortement. Parmi les indicateurs les plus importants, l'inflation, en raison de l'absence de politique monétaire et fiscale judicieuse et du déclin de la productivité et de la production dans le secteur de l'approvisionnement alimentaire, a commencé à apparaître comme un problème majeur qui a accompagné la forte croissance (voir Alemayehu & Kibrom, 2011, 2020 ; [Tableau 1]). Compte tenu de la dépendance de la croissance à l'égard de l'agriculture pluviale, ainsi que des difficultés de mobilisation des ressources extérieures et intérieures (et donc de la grave pénurie de devises), la durabilité de cette croissance a cependant toujours été sujette à caution (Alemayehu,

2008). Le changement structurel a été largement absent pendant cette période de forte croissance - ainsi, la part du secteur manufacturier dans le PIB est restée inférieure à 5 % au cours des 40 dernières années (voir Alemayehu & Addis, 2016). La croissance est indispensable à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté en Éthiopie, et la stabilité macroéconomique est une condition impérative de cette croissance. Cependant, depuis 2005, bien que la croissance soit restée forte comme le montre le tableau 1, l'instabilité macroéconomique, qui comprend notamment une inflation élevée, un taux de change parallèle important et un déficit significatif de la balance des paiements, est restée un défi pour le gouvernement (tableau 1 ; Alemayehu et Addis, 2016).

Tableau 1 : Principaux développements macroéconomiques récents en Éthiopie (année fiscale éthiopienne, juillet-juin)

Indicateur macro	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Taux de croissance du PIB réel (%) *	10.3	10.4	7.6	10.1	7.7	9.0	6.1 [^]
Taux d'inflation (CPI, % de variation)	8.1	10.4	7.5	8.8	16.8	15.3	21.5
Inflation alimentaire (CPI, % de variation)	10.3	12.5	7.2	11.2	14.1	19.8	23
Fin de période Taux de change Br/\$	19.6	20.6	21.8	23.1	27.4	28.9	36
Réserve (mois d'importations)	2.3	2.5	2.6	2.4	2.1	2.4	1.7
Épargne intérieure brute (% du PIB) *	22.5	21.9	22.4	22.5	19.7	20.2	20.9
Investissement intérieur brut (% du PIB)	40.3	39.4	38.5	38.4	34.1	37.7	30.8
Déficit budgétaire global, y compris les subventions/déficit primaire (% du PIB)	-2.6	-2.5	-1.9	-3.28	-3.03	-2.5	-2.5
Déficit du compte courant, y compris les transferts officiels (% du PIB)	-7.7	-11.4	-10.4	-8.0	-6.3	-5.2	-4.1
Balance commerciale (X-M) % du PIB	-18.7	-20.8	-19.1	-16.0	-14.7	-13.0	-10.1
Dettes extérieures (milliards de dollars US)	14.0	19.09	21.74	23.3	25.8	27.0	27.7
Dettes extérieures (% PIB)	25.6	29.5	30.1	29.4	31.9	29.1	28.8
Dettes intérieures (% PIB)	28.6	31.8	32.1	34.9	35.6	35.7	26.7
Dettes totales (% PIB)	53.2	61.4	62.2	64.3	67.5	64.8	55.6

Notes : * Voir Alemayehu et Addis (2016) pour un examen critique de cette croissance et des chiffres de l'épargne. [^] La Banque mondiale a estimé cette croissance à 4%, tandis que le FMI l'a estimée à 3,2% en juin 2020.

Source : NBE, rapport annuel (diverses années) ; MOFED (2016-2019).

Depuis 2018, il y a également eu un changement politique important où le régime qui dirigeait le pays depuis 1991 a été délogé par un soulèvement populaire et un nouveau PM a pris ses fonctions en avril 2018 (et élu démocratiquement depuis 2021). Le nouveau PM s'est lancé dans une vaste réforme économique de libéralisation il y a trois ans. Il a également promis de stabiliser la macroéconomie et de renforcer la croissance. Pourtant, le déséquilibre macroéconomique est resté un problème majeur en 2021. Ainsi, en 2019/20, la dette publique en pourcentage du PIB s'élevait à plus de 55,6 % ; l'écart entre les exportations et les importations restait important car le pays importait environ cinq fois ses exportations depuis plus d'une décennie. Le niveau des exportations a connu une stagnation en dessous de la marque des 3 milliards de dollars US pendant plus d'une décennie. La monnaie s'est dépréciée de 55 % en septembre 2021, par rapport à son niveau enregistré il y a un an. L'inflation, en partie due à la dépréciation, est devenue le problème numéro un du pays, atteignant 37 % (avec une inflation alimentaire de 40 %) en septembre 2021. Cette situation a récemment été exacerbée par l'instabilité politique, notamment une guerre entre l'ancien et le nouveau régime dans la partie nord du pays. Malgré l'instabilité macroéconomique, les données officielles montrent une croissance significative (une croissance annuelle moyenne du PIB de 10% depuis 2003/04, pendant 17 ans) (Tableau 1). Ce dernier point nous a d'ailleurs conduits à nous interroger sur la fiabilité du taux de croissance officiel et à constater qu'il était exagéré d'au moins 4 à 5 points de pourcentage (Alemayehu & Addis, 2016).

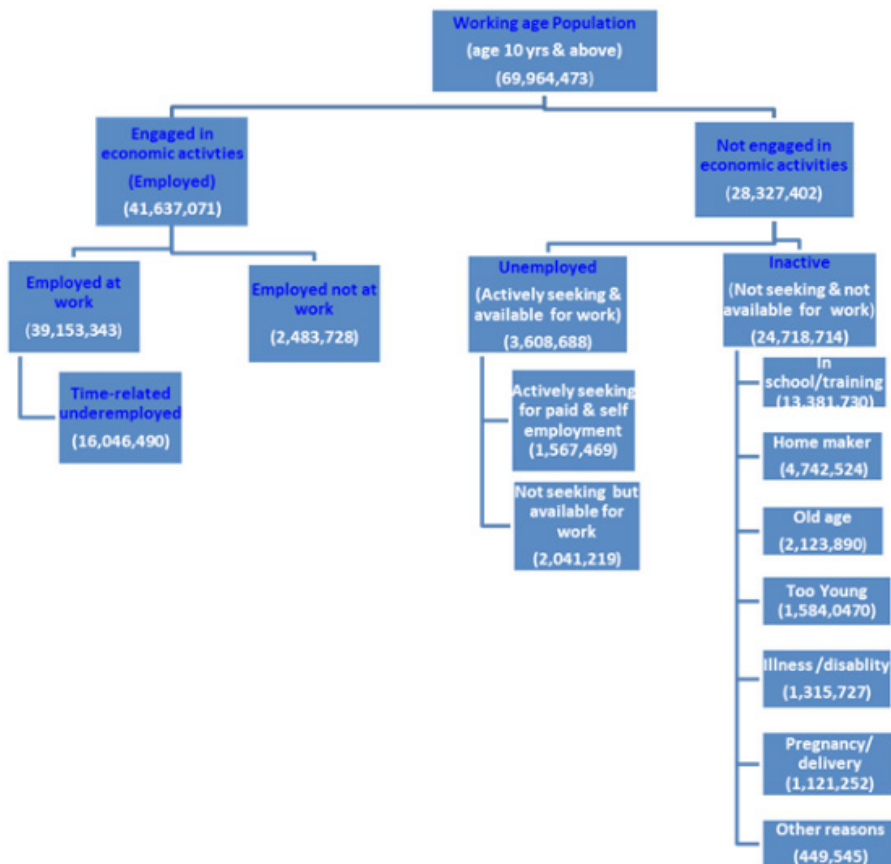
C'est dans le contexte d'un tel épisode de croissance et d'une telle situation macroéconomique que nous allons examiner le défi du chômage (des jeunes) (le chômage urbain total et le chômage des jeunes en 2021 sont respectivement de 14% et 23%). Ce qui rend le problème du chômage dans le pays plus difficile, c'est que le pays a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés de son histoire et pourtant le chômage est le défi majeur. Cela s'explique en partie par le fait que l'économie éthiopienne, et son excellente croissance récente, manque de transformation structurelle où la part de l'industrie manufacturière (avec un potentiel de création d'emplois important) est restée stagnante à 5% du PIB pendant les quatre dernières décennies. Cela pourrait être dû à la nature de la croissance et à son financement, à la mauvaise répartition des revenus et à la question connexe de la fragilité de l'État dans le pays (Alemayehu, 2021 ; Alemayehu & Addis, 2016). Ainsi, l'évolution de l'économie en termes de croissance, de changement structurel et de création d'emplois pour les jeunes est un défi socio-économique et politique majeur qui requiert l'attention des décideurs politiques.

Le défi que représente le chômage des jeunes

Comme la plupart des pays du continent, la démographie éthiopienne est caractérisée par un nombre important de jeunes, les moins de 30 ans représentant 72% de la population au moment de la rédaction de ce rapport. Le taux de chômage officiel, qui n'est que de 8% en 2021 (et qui n'était que de 4,5% en 2013), donne, à première vue, la fausse impression que le chômage n'est pas un problème majeur dans le pays, en particulier en 2013. Ceci est le résultat de la présentation des données officielles

comme une moyenne du rural et de l'urbain où le premier est très faible. Le chômage rural n'est que de 5,2% en 2021 (et négligeable à 2% en 2013), tandis que le taux de chômage urbain est de 18% en 2021 (16,5% en 2013). Si l'on considère la dimension de genre, le chômage des femmes en 2021 est bien pire, avec 25 %, alors que celui des hommes est inférieur à la moitié de ce niveau, avec 11 %. Ainsi, nonobstant l'important chômage/sous-emploi déguisé dans les zones rurales, estimé à 45 %, le chômage est principalement un phénomène urbain en Éthiopie. Le chômage des jeunes est également plus élevé que le chômage général. En utilisant la définition officielle éthiopienne de la jeunesse avec le groupe d'âge 15-29 ans, le chômage national des jeunes basé sur la «définition réduite» s'élève à 14% en 2021¹, soit 6 points de pourcentage de plus que le taux de chômage général. Dans les zones urbaines, le taux de chômage des jeunes est très élevé (23,1% en 2021). Ce taux est également très élevé pour les femmes (29 %), alors que celui des hommes est de 16 %. En revanche, le taux de chômage des jeunes en milieu rural est relativement meilleur, à 12 % (les taux pour les femmes et les hommes étant respectivement de 16,4 % et 7,4 %). Le profil général du marché du travail du pays en 2021 est présenté dans la figure 1.

Figure 1 : Le profil du marché du travail éthiopien en 2021



Source : CSA, Enquête nationale sur les forces de travail, 2021.

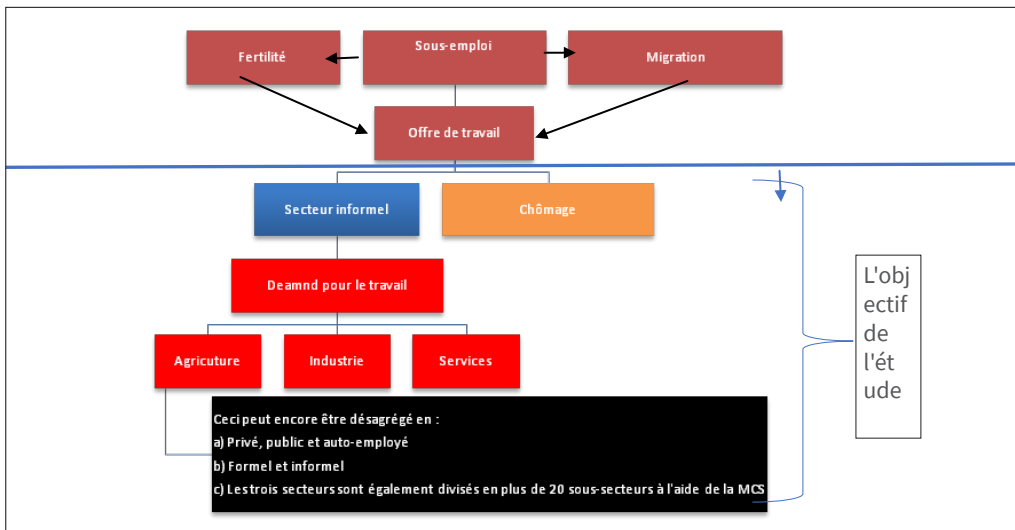
Comme le montre la figure 1, sur environ 100 millions d'habitants au moment de la collecte des données, 70 millions sont économiquement actifs, dont 42 millions exercent une activité économique. La même année, 28 millions ne sont pas engagés dans une activité économique (parce qu'ils sont aux études, trop jeunes, malades, etc.), dont 3,6 millions sont au chômage. Nous examinerons en détail le profil de ce marché du travail dans la section 3. La conclusion générale des informations ci-dessus est que le chômage en général, et le chômage des jeunes en particulier, est un problème sérieux en Éthiopie, surtout dans les zones urbaines, et surtout pour les femmes, malgré la croissance très élevée et continue enregistrée depuis des décennies. Chercher à comprendre cette énigme est l'objet de cette étude.

Sur cette base générale, le reste de l'étude est organisé comme suit. Le cadre analytique de l'étude est présenté dans la section 2. Elle sera suivie de la section 3 qui présentera le profil général de l'emploi et du chômage en Éthiopie. Dans la section 4, une analyse approfondie du modèle de croissance, des changements structurels et des conditions d'emploi est examinée en détail. La section 5 est consacrée à l'identification des principaux déterminants du chômage en général, et du chômage des jeunes en particulier, à l'aide de micro-données. La section 6 présente la conclusion de l'étude.

2. Cadre analytique

Cadre analytique général

La croissance démographique rapide de ces dernières décennies a entraîné une forte croissance parallèle de la population active en Éthiopie. La taille absolue de la population active nationale est estimée à 69 millions en 2021. Elle était de 40 millions en 2005, alors qu'elle était estimée à 13 millions de personnes en 1984 [Lorenzo et Rosati, 2007 ; NBE, 2019]. Cette dynamique démographique a exercé une énorme pression sur les emplois disponibles, entraînant un problème de chômage en général, et un taux de chômage important chez les jeunes en particulier. Ce dernier n'est pas seulement un défi économique, mais aussi un défi politique et de paix comme le montrent les récentes études sur les conflits africains. Des études récentes sur le chômage des jeunes africains (BAD, 2012 cité dans ACBF, 2017) ont noté que dans une enquête de la BAD sur le chômage des jeunes en Afrique, les experts des pays ont identifié la faible demande globale de main-d'œuvre comme un obstacle majeur au chômage des jeunes dans 89% des pays étudiés (BAD, 2012). Le manque de compétences requises par le marché du travail s'avère également crucial (Oppenheimer & Spicer, 2011 cité dans ACBF, 2017). En outre, dans une moindre mesure, le manque de connaissances sur les endroits où trouver un emploi, les attitudes des employeurs et les réglementations du travail sont également jugés importants (BAD, 2012 cité dans ACBF, 2017). Ces résultats sont similaires à l'image que nous obtenons en examinant la récente « enquête sur l'emploi et le chômage en milieu urbain 2020 » (UUES, 2020) en Éthiopie qui est brièvement présentée ci-dessus. Cela souligne l'importance de se concentrer à la fois sur les côtés demande et offre du marché du travail pour examiner le défi du chômage en Éthiopie. Ce point de vue constitue le cadre analytique général de l'étude et est illustré par la figure 2.

Figure 2 : Cadre analytique de l'étude

Comme on peut le lire dans la figure 2, le chômage est le résultat de l'interaction entre l'offre de main-d'œuvre et la capacité de l'économie à y répondre. Cette perspective nécessite une approche analytique qui caractérise ces facteurs d'offre (fertilité, migration ainsi que les conditions de chômage déguisé) d'une part, et les facteurs de demande liés à la croissance économique et au type de cette croissance d'autre part. La compréhension de cette interaction est capitale pour comprendre leurs implications sur le chômage en général et le chômage des jeunes en particulier. Malgré la nécessité de comprendre les liens entre le chômage et les conditions démographiques et socio-économiques (qui déterminent l'offre de main-d'œuvre dans le pays en général et dans les zones urbaines en particulier, et qui sont indiquées par la couleur orange dans la figure 2), nous nous concentrerons dans cette étude sur le côté de la demande en considérant le côté de l'offre comme acquis. Cette perspective analytique est utilisée comme cadre théorique global de cette étude, qui guidera l'exploration des données, l'analyse descriptive et la modélisation basée sur la MCS, ainsi que le travail de modélisation économétrique employé dans l'étude. L'ensemble de ces méthodes sont décrites ci-après

Méthodes d'analyses

Étant donné que les différents aspects de l'étude nécessitent des méthodes différentes, l'étude a utilisé quatre approches visant à répondre aux quatre principaux objectifs de l'étude.

Ainsi, la première partie de l'étude se concentrera sur l'établissement du profil du marché du travail et de ses principales caractéristiques. Elle sera menée à l'aide d'une analyse descriptive et exploratoire des données qui sera basée sur l'enquête nationale sur les forces de travail (NLFS) et l'enquête urbaine sur le chômage et l'emploi (UUES) de l'Agence centrale des statistiques (CSA).

Cette partie sera suivie de la deuxième partie de l'étude qui analysera le PIB ainsi que la croissance sectorielle et la façon dont elle est liée à la situation de l'emploi des jeunes, qui est l'objectif principal de l'étude. Dans cette partie de l'étude, nous tenterons d'examiner l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qui est généré par la croissance et la transformation structurelle de l'économie ou par son absence. Pour ce faire, nous examinerons l'effet de la croissance précédente sur la création d'emplois en examinant : (i) la source sectorielle de la croissance et, (ii) l'intensité d'emploi de chaque secteur et sous-secteur. La première de ces tâches sera réalisée par une analyse de décomposition de la croissance. Après avoir identifié la source sectorielle et sous-sectorielle de la croissance au cours des deux dernières décennies (2000-2019), au cours desquelles le pays a enregistré une croissance impressionnante, nous comparerons le résultat avec l'intensité de l'emploi de chacun de ces secteurs et sous-secteurs en utilisant à la fois les données des comptes nationaux et l'image de l'intensité de l'emploi de chaque sous-secteur, qui sera basé sur la matrice de comptabilité sociale du pays (SAM) de 2019 et l'enquête sur le chômage et l'emploi en milieu urbain (UUES, 2020). La MCS 2019 pourrait être utilisée pour calculer les ratios travail-production de trois types de main-d'œuvre (qualifiée, semi-qualifiée et non qualifiée) identifiés dans 11 régions du pays et leur répartition dans les trois principaux secteurs agrégés de l'économie (agriculture, industrie et services). Ces secteurs, à leur tour, sont divisés en 27 sous-secteurs (activités) agricoles, 28 sous-secteurs industriels et quatre sous-secteurs miniers, ainsi que 11 sous-secteurs de services. Ce tableau sectoriel détaillé nous permettra d'examiner en détail l'intensité d'emploi de chacun des 70 sous-secteurs de l'économie nationale. Ceci sera mis en correspondance avec la source de l'analyse de décomposition de la croissance pour examiner la relation (et l'éventuelle inadéquation) entre la croissance et le potentiel de création d'emplois de l'économie et de ses sous-secteurs. Cela nous donnera une bonne image de la nature de la croissance et de son effet sur la création d'emplois. En outre, nous pouvons également effectuer une analyse du multiplicateur de la MCS pour simuler l'effet potentiel de création d'emplois des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre identifiés, s'ils étaient la source de croissance de l'économie nationale, avec des implications en termes de politique.

La dernière partie de l'étude se concentrera sur l'examen des déterminants du chômage des adultes et des jeunes, afin d'élucider certains des principaux facteurs à l'origine du défi du chômage des jeunes dans le pays en utilisant des données de niveau micro. La littérature propose diverses causes de chômage, dont les suivantes : (a) l'inadéquation des compétences (due à l'asymétrie de l'information ou à l'absence de planification gouvernementale adéquate pour aligner le système éducatif sur la structure économique), ainsi que le coût de l'éducation. Certaines approches connexes se concentrent également sur l'incapacité des individus à fournir des efforts comme cause du chômage, avec peu de place pour l'échec du marché - c'est généralement la vision néoclassique. D'autres, comme les (b) keynésiens, pensent que le chômage résulte de forces macroéconomiques, en particulier d'une déficience de la demande globale effective, ce qui est considéré comme une explication importante dans les

pays riches, surtout après la grande dépression des années 1930 (Keynes, 1936). Pour ces économistes, le gouvernement est censé améliorer la situation en intervenant dans l'économie (Alemayehu, 2021 ; Marta, 2017). Enfin (c) d'autres économistes - comme les structuralistes - considèrent que le chômage résulte de l'organisation structurelle et socio-économique de la société dans laquelle se trouve l'individu, ce qui inclut la segmentation du marché du travail, la nature de la croissance et l'économie politique de la création d'emplois. Pour ces économistes, le marché du travail étant segmenté dans les pays pauvres en particulier, les différents secteurs connaissent des conditions d'emploi et de salaire différentes qui empêchent la mobilité ascendante des secteurs moins productifs vers les secteurs plus productifs. Ainsi, la croissance doit se produire là où se trouvent les pauvres et il est nécessaire d'avoir une mobilité ascendante de la main-d'œuvre pour résoudre les problèmes de chômage par le biais de la transformation structurelle ; et cela doit être la tâche de la politique économique (Alemayehu, 2021 ; Marta, 2017).

Nonobstant ces diverses avenues théoriques, nous choisirons des variables importantes éclairées par notre analyse exploratoire des données menée dans les deuxièmes et troisièmes sections de l'étude pour modéliser les facteurs à l'origine du défi du chômage (des jeunes) en Éthiopie en utilisant les données sur la main-d'œuvre. En outre, nous incluons également les indicateurs de *migration*, de *fertilité* et de *informalité* comme facteurs possibles dans notre modèle de chômage, car ils déterminent également le chômage du côté de l'offre. Tous ces facteurs seront incorporés dans un modèle qui tente de démêler les principaux facteurs socio-économiques et démographiques qui déterminent la probabilité d'être au chômage. Nous concluons l'étude par un examen critique de la politique gouvernementale en matière d'emploi et de création d'emplois, ainsi que de croissance, à la lumière des résultats de l'étude. L'objectif est d'élaborer des politiques qui permettent de relever les défis du chômage chez les jeunes en Éthiopie.

3. Structure de l'emploi et du chômage en Éthiopie

Le chômage en général et celui des jeunes en particulier est un défi politique majeur pour le gouvernement éthiopien. Les dernières données disponibles de l'enquête nationale sur les forces de travail (NLFS) remontent à 2013, ce qui est un peu dépassé. Bien que les données détaillées ne soient pas encore disponibles pour le public, une nouvelle NLFS a été menée en 2021 et un résumé de ses résultats a été publié en septembre 2021. Nous l'avons également utilisé dans notre analyse. Cependant, étant donné que le chômage est en grande partie un phénomène urbain, comme indiqué ci-dessous, notre analyse se concentrera principalement sur le chômage urbain pour lequel des données détaillées sur l'emploi et le chômage urbains sont disponibles pour la période 2013-2018. Malgré le fait que notre étude se concentre principalement sur le chômage (des jeunes), il est instructif d'examiner brièvement le profil des personnes employées dans le but d'éclairer le défi que représente le chômage.

Quelques caractéristiques de base de la population en emploi

I. La nature, les caractéristiques professionnelles et sectorielles de l'emploi

Au niveau national, la taille de la population employée âgée de dix ans et plus est de 41,6 millions en 2021 (dont environ 20% en milieu urbain et le reste en milieu rural) (CSA, 2021). Cela donne un «ratio emploi/population» de 60%. Cela signifie que 60% de la population totale âgée de 10 ans et plus ont un emploi. Le différentiel par sexe montre en outre que le ratio des hommes (69%) est supérieur à celui des femmes (50,2%). Le taux national est plus faible dans les zones urbaines (51%). Le taux national «emploi/population» a été de 76% en 2013, ce qui montre une baisse significative entre les deux périodes. La répartition en pourcentage des personnes employées par statut d'emploi est donnée dans le tableau 2 La NLFS 2013 révèle que 49% étaient des travailleurs de la famille et non rémunérée, qui était la catégorie avec le nombre le plus élevé. Ce chiffre a baissé à 37 % dans la NLFS 2021. Les travailleurs indépendants (à 40%) étaient la catégorie la plus importante en 2013. Cette proportion a augmenté à 50 % en 2021 pour devenir la première catégorie de type d'emploi en 2021 (tableau 2). Le nombre d'employés du gouvernement occupe une lointaine troisième place avec 4,4 % qui a augmenté d'environ 50 % pour atteindre 6 % en 2021.

L'emploi par les organisations/entreprises privées a non seulement été très faible mais a également connu une stagnation à environ 4% au cours des deux périodes. La catégorie d'emploi tant espérée, à savoir l'emploi dans les PME, s'avère extrêmement faible, ne représentant que 0,1% de la population active. Les employés domestiques, qui représentaient environ 2 % en 2021, ont en fait obtenu de meilleurs résultats en termes de création d'emplois que les PME, malgré le soutien important apporté à ces dernières par le gouvernement pendant de nombreuses années.

Tableau 2 : Répartition en pourcentage de la population active par statut d'emploi (en %)

	2013 LFS			2021 LFS		
	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme
Fonctionnaires	4.4	2.9	1.5	5.8	6.4	5.1
Travailleurs indépendants	40.1	27.7	12.4	49.6	54.4	43.2
Travailleurs familiaux non rémunérés	48.7	19	29.7	36.7	30.4	45.3
Organisations privées	4.2	2.9	1.3	4.1	4.9	3
Travailleurs domestiques	0.9	0.4	0.6	1.8	1.5	2.2
Membres de PME		-		0.1	0.2	0.1
Autres*	1.7			1.9	2.2	1.1
Total	100	100	100	100	100	100

Note : *Autres : ONG 0,2% ; Membres de coopérative 0,2% ; Employeur 0,4%.

Source : CSA, LFS (2021 ; 2013).

Selon l'enquête 2020 sur le chômage et l'emploi en milieu urbain, qui donne plus de détails sur les conditions d'emploi dans les zones urbaines du pays, sur les 8,8 millions de personnes employées dans les zones urbaines du pays, 4,3 millions (49,4 %) sont des salariés, les autres étant des indépendants et des travailleurs familiaux non rémunérés. Parmi les salariés, 2 millions d'entre eux, soit 46 % (1,228 million de fonctionnaires et 778 000 personnes travaillant dans des organismes paraétatiques) sont des employés du gouvernement, tandis que 1,692 million (39 %) sont des employés d'organismes privés. Le reste des employés rémunérés étant : les employés de maison à environ 0,499 million (11,5%), ceux qui travaillent dans les ONG à 0,057 million, et les autres employés à 0,214 million. Ainsi, par rapport à 2016, l'emploi dans le secteur privé et dans la fonction publique a diminué d'environ un et deux points de pourcentage, respectivement, en 2020 ; en revanche, l'emploi dans les organismes paraétatiques a augmenté de 2,3 points de pourcentage au cours de la même période.

Enfin, il est impératif de noter qu'en utilisant l'enquête 2020 sur le chômage et l'emploi en milieu urbain, la majorité des jeunes employés se trouvent dans la catégorie des travailleurs indépendants (31% pour le groupe d'âge 15-24 ans et 34%

pour le groupe d'âge 15-29 ans). Viennent ensuite les organisations privées (26,8 % pour la tranche d'âge 15-24 ans et 25 % pour la tranche d'âge 15-29 ans), puis les travailleurs domestiques en troisième position.

L'emploi par catégorie d'occupation est dominé par l'agriculture, la sylviculture et la pêche en 2013 et 2021, avec 48 % et 51 % respectivement, ce qui représente une augmentation de 3 points de pourcentage en 2021. Cette catégorie est suivie par celle des «professions élémentaires», avec 34 % et 28 % en 2013 et 2021, respectivement (tableau 3). Les professions telles que les vendeurs et les services se trouvent en troisième position, avec 9 % et 11 % en 2013 et 2021, respectivement.

Tableau 3 : Répartition en pourcentage de la population active occupée par catégorie professionnelle et division/secteur industriel (en %)

Catégorie d'emploi	2013 LFS			2021 LFS		
	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme
Travailleurs qualifiés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche	47.9	32.2	15.7	51.1	58.3	41.3
Professions élémentaires	33.7	13	20.7	28	22.6	35.5
Services et vente	8.7	3	5.6	11.1	8.1	15.3
Artisans et ouvriers des métiers connexes	4.4	2.1	2.3	2.5	2.3	2.8
Techniciens et professionnels associés	1.9	1.3	0.6	2.3	2.5	2.1
Professionnels	1.3	0.9	0.4	2.3	2.7	1.8
Autres	2.1			2.7	3.5	1.2
Total	100	52.5	45.3	100	100	100
Secteurs industriels	2013 LFS			2021 LFS		
	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	72.7	42.9	29.8	64.9	71.6	55.7
Autres secteurs de services	15	5.5	9.6	24	17.7	32.4
Commerce de gros et de détail	5.4	2	3.4	5.9	4.4	8
Industrie	6.9	3.6	3.3	5.3	6.3	3.8
Fabrication	4.5	3.3	5.9	2.9	2.8	3
Construction	1.9	2.8	1	1.8	2.8	0.4
Mines et carrières	0.4	0.5	0.3	0.6	0.7	0.4
Total	100	54	46	100	100	100

Note : La part du genre est sur le total des personnes en 2013 et sur tous les secteurs du même genre en 2021. Les autres secteurs de services comprennent : les sous-secteurs de services, qui incluent l'administration publique, la défense, la sécurité sociale obligatoire, l'éducation, la santé, les autres activités sociales et les comptes des activités ménagères - collectivement, ils représentaient 24% en 2021.

Source : Calcul de l'auteur basé sur les enquêtes sur les forces de travail (EFT) 2013 et 2021 de l'Autorité centrale des statistiques (ACS).

Conformément à la structure des catégories professionnelles, le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche domine l'emploi avec 73 % et 65 % en 2013 et 2021, respectivement. Ainsi, malgré une baisse relative de l'emploi dans les secteurs agricoles (huit points de pourcentage au cours des huit dernières années), l'emploi est toujours dominé par l'agriculture. Celle-ci est suivie de très loin par l'emploi dans le secteur «vente en gros et commerce de détail», à 6%, et par l'industrie, à 5,3% en 2021. Alors que le premier est resté relativement inchangé par rapport au niveau de 2013, l'emploi dans le secteur industriel en 2021 a considérablement diminué par rapport à 2013, d'environ deux points de pourcentage. Ceci est principalement dû à une baisse dans le secteur manufacturier, car la part de l'emploi dans les secteurs de la construction et des mines est restée à peu près la même pendant les deux périodes (tableau 3). Nous avons étudié cette tendance plus en détail et en la comparant à la croissance sectorielle dans la section suivante.

II. Emploi formel et informel

L'économie informelle est définie dans CSA (2016) comme « un groupe d'unités de production [qui] font partie du secteur des ménages en tant qu'entreprises de ménages ou, de manière équivalente, d'entreprises non constituées en société appartenant à des ménages ». Elle est définie indépendamment du type de lieu de travail où sont exercées les activités productives, de l'importance du capital fixe utilisé, de la durée de l'entreprise et de son exploitation en tant qu'activité principale ou secondaire du propriétaire (CSA, 2016).

Au niveau national, selon le NLFS 2013 et en utilisant cette définition, sur 31.5² millions de personnes employées dans le pays, 18% étaient employées dans l'économie informelle. Dans les zones rurales, sur les 26 millions de populations occupées, 17% étaient employés dans l'économie informelle. D'autre part, l'économie informelle urbaine employait 26% des 5,2 millions de personnes employées dans les zones urbaines du pays en 2013. Ce schéma est resté le même dans les zones urbaines en 2016 et 2020. En 2016, et en utilisant cette définition officielle, 26,5% de la population employée urbaine se trouve dans l'économie informelle. La part des femmes salariées dans l'économie informelle urbaine était plus élevée (35,6%) que celle des hommes (19,8%). En 2020, en utilisant la même définition officielle, la taille de l'économie informelle dans les zones urbaines a diminué, employant environ 16% du total des salariés. Ce taux est très faible pour les hommes, puisqu'il n'est que de 10,5 %, et significativement élevé pour les femmes, avec 24,48 % (tableau 4).

En utilisant les données officielles de 2020, l'emploi dans le secteur informel pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans est de 20,2% - plus élevé que la moyenne nationale - tandis que pour le groupe d'âge de 15 à 29 ans, il est de 16,6%. En général, cette taille du secteur informel est très faible par rapport à la norme africaine d'environ 50-70%. Cela s'explique par le fait que le CSA définit l'informalité de manière étroite. En d'autres termes, les données officielles sont basées sur le chiffre de l'emploi qui exclut les personnes employées qui sont engagées dans «l'agriculture de subsistance» (même si elles se trouvent dans les zones urbaines) et celles qui travaillent dans les secteurs des «ménages privés» de la

population employée totale (nationale/rurale/urbaine). Étant donné que ces activités en Éthiopie sont des activités informelles par nature, nous devons inclure ces catégories omises dans l'économie informelle. Dans ce cas, la part de l'emploi dans l'économie informelle serait sensiblement plus élevée que ce qui est déclaré officiellement (tableau 4). Ainsi, sur la base de nos hypothèses réalistes, l'emploi dans l'économie informelle représenterait environ 40% de l'emploi total en 2013 (au niveau national) et 38% et 35% en 2016 et 2020, respectivement, dans les zones urbaines) (Tableau 4)

La composition de l'emploi de l'économie informelle par grandes branches d'activité montre que la majorité de l'emploi de l'économie informelle au niveau national se trouvait dans le «secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche» (55% de l'emploi de l'économie informelle du pays). Vient ensuite l'emploi dans le secteur «vente en gros et commerce de détail» (19,2%). Dans les zones urbaines, en revanche, en 2013, l'industrie de « l'ensemble de la vente et du commerce de détail » (38%) et le secteur de « l'industrie manufacturière, la construction, les mines et les carrières » (33%) étaient les deux plus importants employeurs de l'économie informelle. Ce schéma dans les zones urbaines est resté le même en 2016 et en 2020 (CSA, UUES).

Tableau 4 : Le secteur informel en Éthiopie (2013-2020)

Tous les âges et tous les sexes	Hors agriculture de subsistance et travail dans les ménages privés					Agriculture de subsistance et travail dans les ménages privés	Y compris l'agriculture de subsistance et le travail dans les ménages privés	
	Secteur de l'économie				Pourcentage Informel		Emploi informel	Pourcentage Informel
	Total des employés	Emploi formel	Emploi informel	Non identifié				
2013 National								
Total	31,498,583	25,464,838	5,718,308	315,437	18.2	10,905,296	16,623,604	39.2
Hommes	18,484,871	15,592,461	2,717,658	174,752	14.7	4,401,776	7,119,434	31.1
Femmes	13,013,712	9,872,377	3,000,650	140,685	23.1	6,503,520	950,4170	48.7
2013 Rural								
Total	26,311,238	21,691,333	4,378,748	241,157	16.6	9,709,783	14,088,531	39.1
Hommes	15,474,614	13,177,881	2,171,675	125,057	14.0	3,882,727	6,054,402	31.3
Femmes	10,836,624	8,513,452	2,207,073	116,100	20.4	5,827,056	8,034,129	48.2
2013 Urbain								
Total	5,187,344	3,773,505	1,339,560	74,280	25.8	1,195,514	2,535,074	39.7
Hommes	3,010,257	2,414,580	545,983	49,694	18.1	519,050	1,065,033	30.2
Femmes	2,177,087	1,358,925	793,577	24,586	36.5	676,464	1,470,041	51.5
2016 Urbain								
Total	6,253,833	4,548,360	1,657,880	47,593	26.5	1,175,689	2,833,569	38.1
Hommes	3,594,264	2,849,304	710,953	34,007	19.8	548,602	1,259,555	30.4
Femmes	2,659,569	1,699,056	946,927	13,586	35.6	627,087	1,574,014	47.9
2020 Urbain								
Total	5,844,877	4,710,302	943,178	191,396	16.1	1,079,312	2,022,494	34.6
Hommes	3,478,077	2,975,084	364,716	138,277	10.5	567,856	932,572	26.8
Femmes	2,366,799	1,735,218	578,462	53,120	24.4	511,460	1,089,922	46.1

Source : Calcul de l'auteur basé sur CSA, 2013 NLFS et 2016 & 2020 UUES.

Caractéristiques de base du chômage et du chômage des jeunes

I. Chômage et sous-emploi : Jeunes et adultes

Comme la plupart des pays du continent, la démographie éthiopienne se caractérise par un nombre important de jeunes, les moins de 30 ans représentant 72% de la population. Ainsi, offrir un emploi décent à ces jeunes populations est un défi majeur du gouvernement.

Le taux de chômage officiel de l'Éthiopie, qui n'était que de 4,5% en 2013 et qui a même récemment augmenté à 8% en 2021, donne à première vue la fausse impression que le chômage n'est pas un problème majeur dans le pays. Ce faible chiffre national est le résultat du chiffre négligeable du chômage rural dans les données officielles, ce qui souligne l'importance de regarder les données du chômage par catégorie rurale et urbaine. Par exemple, selon le NLFS 2013, qui est la dernière donnée détaillée disponible au niveau national, sur les 44,5 millions de personnes économiquement actives du pays, 4,5% étaient au chômage (CSA, 2013). Ce chiffre passera à 8 % en 2021. Le taux de chômage des femmes était nettement plus élevé (6,5 % en 2013 et 12 % en 2021) que celui des hommes (2,7 % en 2013, puis 5 % en 2021). En général, tant au niveau national qu'entre les sexes, le taux de chômage a presque doublé en 2021 par rapport au niveau de 2013 (figure 3). Cette tendance est étonnamment surprenante, comparée à la croissance de 8 % à 10 % du PIB annoncée par le gouvernement au cours de la même période, comme indiqué dans la section 1 (voir tableau 1).

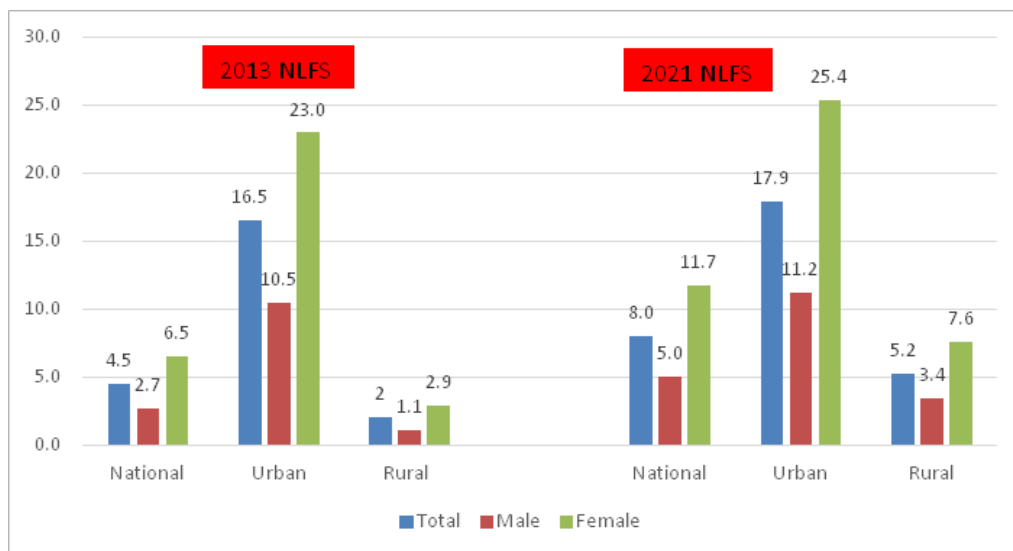
Le taux de chômage rural était de 2 %, sur un total de 37 millions de ruraux économiquement actifs en 2013 et a augmenté à 5,2 % en 2021. Dans les zones urbaines, le chômage est nettement plus élevé. Ainsi, sur 7,7 millions de population urbaine économiquement active, 16,5% étaient au chômage en 2013 et ce taux a augmenté à 18% en 2021 (Figure 3 ; CSA, 2013). Ainsi, malgré l'importance du chômage/sous-emploi déguisé dans les zones rurales, qui est estimé à 45%, le chômage est principalement considéré comme un phénomène urbain dans les données officielles.

Cependant, étant donné la tendance générale élevée de la migration rurale-urbaine, ce niveau élevé de sous-emploi rural montre le potentiel de la main-d'œuvre migrante qui pourrait potentiellement augmenter le taux de chômage urbain. Par exemple, l'enquête sur les forces de travail de 2021 montre que la migration interne est très importante, puisque 17,1 % de la population sont des migrants (internes) et que deux tiers des migrants internes sont âgés de 15 à 39 ans. Cela montre que la plupart des migrants sont des jeunes et des personnes en âge de travailler. Parmi les migrants internes, 32,2 % sont des migrants ruraux-urbains, suivis de 26 % de migrants urbains-urbains (ruraux-ruraux et urbains-ruraux étant respectivement de 23,4 % et 13,7 %). Parmi tous les immigrés, âgés de dix ans et plus, environ 9% étaient au chômage et environ 27% des migrants n'étaient ni employés ni au chômage pendant l'enquête. Cela montre que, en plus du taux de croissance naturel, les

migrants internes contribuent également au chômage urbain du côté de l'offre. C'est notamment le cas dans la capitale d'Addis-Abeba, où le taux de migrants est de 42,2%, ainsi qu'à Gambella (31,7%). Le plus faible taux de migrants se trouve dans la région de Somali (8,6%). Cependant, les migrants récents (cinq dernières années) ne sont pas si nombreux. Par exemple, le taux net de migrants récent, qui est le plus élevé, est de 31,3 pour 1 000 personnes pour Dire Dawa, suivi de Harari et d'Addis-Abeba, qui ne sont que de 23 et 16,3 pour 1 000 personnes, respectivement (CSA, LFS, 2021).

En termes de variation régionale, le chômage est le plus élevé dans la capitale, Addis Abeba (22,1%), à Dire Dawa (16%) et dans la région Somali (12%) en 2021, tandis que la région de Benishangul-Gumuz a enregistré le taux de chômage le plus bas, soit 4,3%. Parmi les principales villes du pays, les villes de Kombolecha (au nord du pays) et de Burayu (ville limitrophe d'Addis-Abeba au nord) affichent le taux de chômage le plus élevé, soit environ 28 % chacune. Elles sont suivies par Adama (à environ 80 km d'Addis, à l'est) et Sebeta (une ville limitrophe d'Addis, au sud-ouest), qui affichent chacune un taux de 27 % (CSA, LFS, 2021).

Figure 3 : Chômage en fonction de l'enquête sur la force de travail de 2013 et 2021



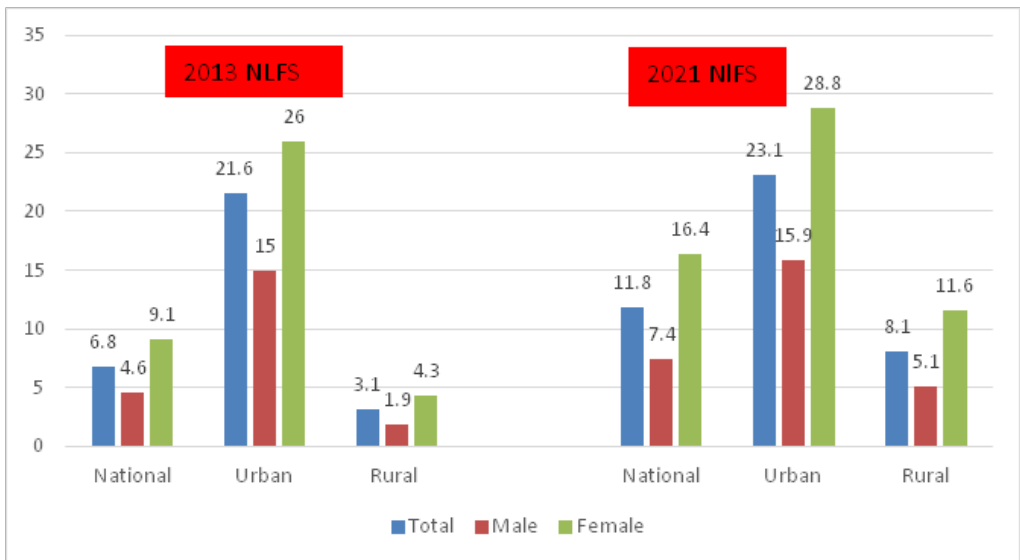
Source : Calcul de l'auteur basé sur l'Enquête nationale sur la population active de la CSA (201, 2021).

La figure 4 montre la situation du chômage des jeunes. En utilisant la définition du gouvernement éthiopien du chômage des jeunes (groupe d'âge 15-29 ans), le taux de chômage des jeunes qui était de 7% en 2013 a augmenté à 12% en 2021. Il s'agit toutefois d'un problème majeur dans les zones urbaines. En effet, en 2013, le taux de chômage des jeunes était de 22% et il passera à 23% en 2021. Dans les zones urbaines, le taux de chômage est le plus élevé pour les femmes (26% en 2013 et 29% en 2021) par rapport à celui des hommes (qui était de 15% et 16% en 2013 et 2021, respectivement). Bien que le chômage des jeunes en milieu rural ait plus que doublé entre 2013 et 2021, comme le montre la figure 4, il est relativement faible par rapport aux niveaux urbains (figure 4).

D’après l’enquête sur le chômage et l’emploi en milieu urbain (UUES) de 2016 et 2020, le taux de chômage des jeunes de la tranche d’âge 10-29 ans est le plus élevé pour la tranche d’âge 20-24 ans (27,2 %, qui a augmenté à 31 % en 2020), suivie de la tranche d’âge 15-19 ans (21,4 %, qui a augmenté à 20 % en 2020) et de la tranche d’âge 25-29 ans (18,2 %, qui a augmenté à 21 % en 2020). Dans tous les groupes d’âge, le taux de chômage des femmes était plus élevé que celui de leurs homologues masculins (voir CSA, 2016, 2020).

Au niveau régional, le chômage des jeunes est le plus élevé à Addis Abéba, avec 26,2% (le taux pour les femmes étant très élevé, 28,6%, et celui des hommes, 22,5%). Viennent ensuite la région de Dire Dawa (22,4% ; le taux pour la ville de Dire Dawa étant de 29%) et la région Somali (19%). C’est dans la région de Benishangul-Gumuz que le chômage des jeunes est le plus faible, avec 6,4%. Même dans cette dernière région, le taux de chômage des jeunes en milieu urbain est très élevé, à 18,3 % (CSA, LFS, 2021).

Figure 4 : Chômage des jeunes (groupe d’âge 15-29 ans) en 2013 et à partir de l’enquête sur les forces de travail de 2021.



Source : Calcul de l’auteur basé sur l’enquête nationale sur les forces de travail de la CSA (2013, 2021).

II. Caractériser les chômeurs

La majorité des chômeurs de 2021 ont suivi un enseignement primaire (35%). Ils sont suivis par ceux qui n’ont jamais fréquenté l’école (33%). Alors que les chômeurs ayant suivi un enseignement secondaire sont environ 19%, ce taux est d’environ 15% pour ceux qui ont suivi un enseignement supérieur au niveau secondaire. La plus faible proportion de chômeurs se trouve parmi les personnes ayant suivi un enseignement préscolaire et informel (0,2% et 0,8%, respectivement). (CSA, LFS, 2021). De manière générale, selon la LFS 2021, le taux de chômage des personnes alphabétisées (9,3%) est plus élevé que

celui des personnes analphabètes (6,3%). Depuis l'enquête sur les forces de travail de 1999, le taux de chômage des personnes alphabétisées et analphabètes a eu tendance à baisser jusqu'en 2013, au cours des trois périodes d'enquête (1999, 2005 et 2013). Il affiche toutefois une tendance à la hausse depuis 2013 et jusqu'en 2021. Le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes, tant dans la catégorie des alphabétisés que dans celle des analphabètes (CSA, EFT, 2021).

Environ 60 % des chômeurs interrogés dans le cadre de l'enquête UUES 2020 ont déclaré que le manque d'emplois et l'inadéquation des compétences étaient les principales raisons de leur statut de chômeur. Le manque d'expérience et de formation vient ensuite comme deuxième facteur important, avec 22 % des répondants. Ces données montrent également qu'environ 49,3 % des personnes employées sont sous-employées (dont la moitié a besoin d'un emploi supplémentaire en plus de l'emploi actuel, tandis que l'autre moitié a besoin d'un emploi avec plus d'heures de travail ou plus d'heures dans l'emploi actuel).

En 2020 et dans les zones urbaines, sur les 8,8 millions de personnes employées, 49,3% d'entre elles (4,3 millions de personnes) sont disponibles et prêtes à travailler sur un emploi supplémentaire. Ce chiffre est légèrement plus élevé chez les hommes (52%) que chez les femmes (45,7%). Parmi ces 4,3 millions de salariés à la recherche d'un emploi supplémentaire, 54,5% souhaitent un autre emploi en plus de leur emploi actuel. En outre, 22,9 % d'entre eux sont disponibles pour travailler davantage à leur emploi actuel, tandis que 22,7 recherchent un «autre emploi avec plus d'heures» pour remplacer leur emploi actuel. Parmi les jeunes qui ont déjà un emploi, ce taux est le plus élevé dans la tranche d'âge des 20-29 ans (54%), par rapport aux jeunes de la tranche d'âge des 15-19 ans (environ 40 %).

Étant donné la nature précaire de l'emploi dans le secteur informel, ainsi que le niveau significatif de sous-emploi (chômage déguisé) dans le pays, ces deux derniers constituent également des réservoirs de personnes potentiellement employables si de meilleures opportunités d'emploi décent émergent dans le secteur formel. Ainsi, le niveau significatif de sous-emploi montre le niveau potentiellement élevé du chômage effectif dans le pays. Le taux de chômage élevé ainsi que les conditions de sous-emploi et d'informalité significatives dans le pays montrent clairement que l'économie était, et est toujours, incapable de créer une demande suffisante (d'emplois décents) pour la population active croissante. Cette question est examinée en détail ci-après.

Les chômeurs ont tenté d'améliorer leur situation. Dans l'UUES 2020, la plupart des chômeurs ont tenté de créer leur propre entreprise pour sortir de cette situation de chômage. Cependant, la majorité d'entre eux ont déclaré que, par ordre d'importance, le «manque de financement» (51% des chômeurs), le «manque de lieu de travail et de financement» (13,3%), le «manque de lieu de travail» (10,7%) et le «manque de formation» (3%) étaient les principaux problèmes rencontrés.

Pour résumer, le lien entre la dynamique démographique et les domaines du développement économique passe, entre autres, par la variable du chômage, en particulier dans les zones urbaines. La démographie du pays, où 72% de la population a moins de 30 ans, montre l'urgence de créer des emplois pour les jeunes de manière

continue pour les années à venir. Pourtant, malgré diverses initiatives visant à résoudre le problème du chômage des jeunes en Éthiopie, notamment la création récente de la «Commission pour la création d'emplois», malgré la croissance rapide enregistrée dans le pays au cours des deux dernières décennies, le chômage est resté obstinément élevé. Ce problème de chômage est aussi potentiellement encore plus important, étant donné le niveau significatif du secteur informel tel que décrit ci-dessus, ainsi que le niveau élevé de sous-emploi dans le pays. Ce phénomène est accentué par l'exode rural, comme nous l'avons brièvement évoqué ci-dessus.

Cette situation générale montre que le chômage est un problème sérieux en Éthiopie, et qu'il est généralement le résultat d'un manque de création d'emplois par rapport à la croissance de la population active. Ainsi, comprendre le défi du chômage et la question connexe de la création d'emplois pour les jeunes est une question importante qui mérite la plus grande attention du gouvernement. En effet, il s'agit non seulement d'un moyen sûr de sortir de la pauvreté qui englutit le pays, mais aussi, s'il est négligé, d'une menace pour la paix et la stabilité sociale de la société dans un État fragile comme l'Éthiopie. Étant donné son importance capitale, comme nous l'avons brièvement exposé ici, et le paradoxe d'une croissance élevée et d'un chômage important, il est impératif d'avoir une compréhension approfondie de ce phénomène et des raisons pour lesquelles la croissance élevée et soutenue du passé n'a pas réussi à créer suffisamment d'emplois, afin d'informer la politique pour l'amélioration du pays par la création d'emplois pour les jeunes. La réponse à cette question est fortement liée à l'identification et à la compréhension de la manière dont la main-d'œuvre croissante a été absorbée ou non dans l'économie en croissance et dans quels secteurs. Elle est également liée à la compréhension des facteurs sous-jacents (déterminants) du problème du chômage. Ces questions sont abordées dans la section suivante.

4. Sources de la croissance et de l'emploi : Une analyse de la décomposition de la croissance et du changement structurel

Cette section tente d'examiner l'inadéquation entre la croissance et la création d'emplois en utilisant une analyse de décomposition de la croissance sectorielle et en mettant en correspondance le résultat avec la croissance de l'emploi sectoriel. Cela se fera d'abord à l'aide de données sectorielles. L'analyse se concentrera sur les répercussions en termes d'emploi de la croissance sectorielle et de la transformation structurelle de l'économie. Elle sera ensuite analysée à l'aide du profil d'intensité de la main-d'œuvre de tous les sous-secteurs de l'économie, qui sera dérivé d'une Matrice de comptabilité sociale (MCS) et de données d'enquête sur la main-d'œuvre (et le secteur manufacturier). Une analyse des multiplicateurs basée sur la MCS sera également utilisée pour voir les répercussions de la croissance sous-sectorielle sur la création d'emplois.

Décomposition macro et sectorielle de la croissance du PIB et de l'emploi

Nous avons décomposé la croissance du PIB et de l'emploi par secteurs et sous-secteurs pour identifier la contribution de chaque secteur et sous-secteur à la croissance du PIB et de l'emploi au cours des deux dernières décennies (2000-2018). Les «données de changement structurel» de l'université de Groningue sont utilisées à cet effet. La décomposition est effectuée à l'aide de l'équation 1.

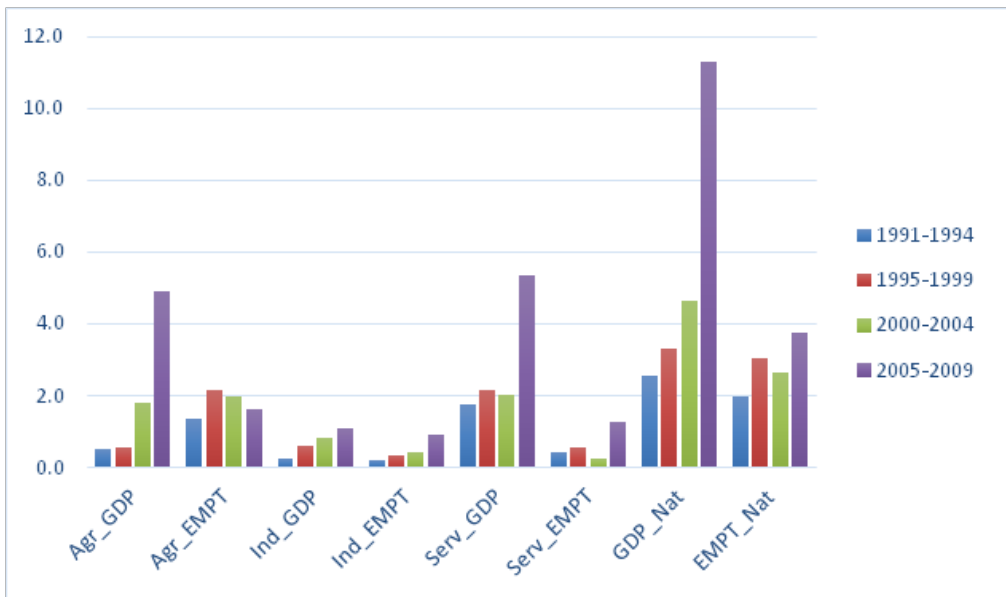
$$\text{Croissance du PIB} = \frac{GDP_t - GDP_{t-1}}{GDP_{t-1}} = \frac{\Delta GDP_{Agr} + \Delta GDP_{Ind} + \Delta GDP_{Serv}}{GDP_{t-1}} \quad (1)$$

Notez que, à titre d'exemple $\frac{\Delta GDP_{Agr}}{GDP_{t-1}}$ i est la contribution de l'agriculture à la croissance nationale.

L'équation 1 est utilisée pour l'analyse de décomposition et le résultat de cet exercice est présenté dans les figures 5a et 5b (les données pour cela sont fournies dans l'annexe A1a). Le résultat de la décomposition sous-sectorielle est présenté dans le tableau 5a (pour les deux premières décennies, 1990-2009) et 5b (pour la dernière décennie, 2010-2018).

Comme le montre la figure 5a (et également le tableau A1, annexe A3), au cours de la première décennie (1990-2000), l'économie et l'emploi ont progressé à peu près au même rythme. Le rôle de la croissance de l'emploi dans le secteur agricole a été crucial pour ce résultat national. Cette situation a commencé à changer au cours du premier semestre 2000, lorsque la croissance du PIB (4,6 %) est devenue nettement supérieure à celle de l'emploi (2,6 %). Cette période a également vu le début du déclin de la contribution du secteur agricole à la croissance du PIB après avoir atteint sa contribution maximale de 5% (à 11,3% de croissance du PIB) en 2005-2009. À partir de l'année 2005, nous observons une augmentation spectaculaire de l'écart entre la croissance du PIB et celle de l'emploi. La croissance du PIB a commencé à être deux à trois fois supérieure à celle de l'emploi. Cette tendance s'est maintenue pendant le reste de la période (figure 5b).

Figure 5a : Contribution sectorielle à la croissance du PIB et de l'emploi (2000-2009)

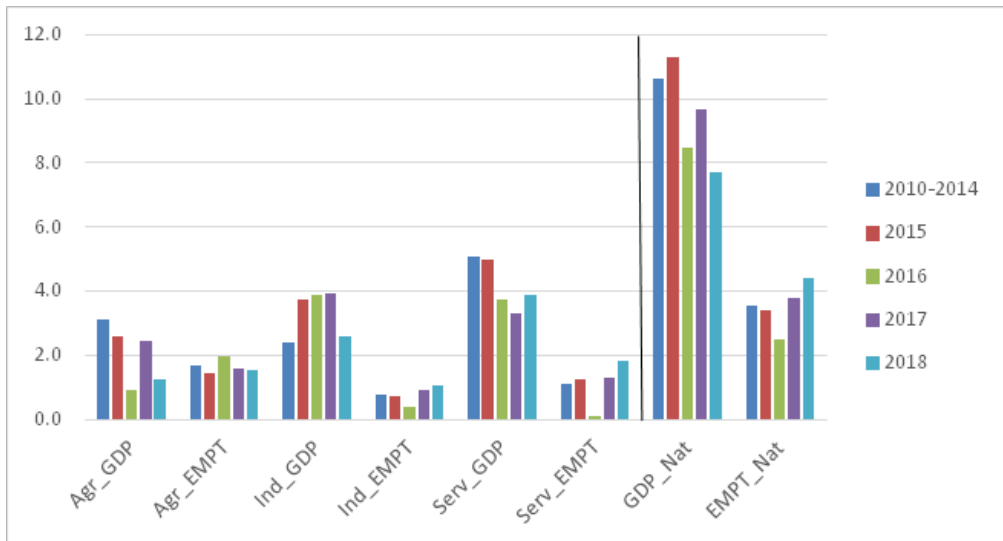


Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningen sur les changements structurels.

Parallèlement à cette baisse de la contribution de l'agriculture à la croissance du PIB depuis 2010, sa contribution à l'emploi a d'abord diminué puis a connu une stagnation tout au long des deux dernières décennies (2010-2018), à l'exception d'une légère hausse en 2016. De même, la baisse et la stagnation de la contribution à la croissance de l'emploi sont également observées dans le secteur industriel au cours de cette période (figure 5b). Le secteur des services a présenté une tendance à la baisse à la fois dans sa contribution à la croissance du PIB et de l'emploi jusqu'en 2017, mais a vu une contribution croissante à la croissance de l'emploi, malgré la stagnation de sa contribution à la croissance du PIB en 2018. Depuis 2010, cependant,

sa contribution à la croissance du PIB a été la plus élevée, s'établissant en moyenne à 4,6 % entre 2010 et 2018, tandis que sa contribution à la croissance de l'emploi au cours de la même période n'a été que de 1,1 %, ce qui est inférieur à la contribution du secteur agricole (1,6 %), mais supérieur au taux du secteur industriel (0,8 %) au cours de la même période.

Figure 5b : Contribution sectorielle à la croissance du PIB et de l'emploi (2010-2018)



Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningue sur les changements structurels.

Cette inadéquation entre la croissance du PIB et la croissance de l'emploi, en particulier dans les secteurs non agricoles, suggère d'examiner deux questions importantes. Tout d'abord, un examen détaillé des sous-secteurs de l'industrie et des services peut éclairer cette tendance. Deuxièmement, si l'économie éthiopienne a été caractérisée par un changement structurel au cours de cette période, nous pourrions nous attendre à une diminution de la part de l'agriculture et à une augmentation de la part de l'emploi dans les secteurs plus productifs (non agricoles). Cela nécessite un examen approfondi des questions de changement structurel et de leurs incidences sur la création d'emplois, ce qui est fait ci-après. Nous commençons par examiner les modèles sous-sectoriels, comme le montrent le tableau 5a (pour l'industrie) et le tableau 5b (pour les services).

Tableau 5a : Contribution à la croissance et à l'emploi des sous-secteurs industriels

	Contribution du secteur industriel à la croissance				Secteur industriel contribuant à la croissance de l'emploi			
	Mines	Fabrication	Services publics	Construction	Mines	Fabrication	Services publics	Construction
1991-1994	0.1	0.2	0.0	0.0	0.02	0.15	0.00	0.01
1995-1999	0.0	0.2	0.0	0.3	0.02	0.27	0.00	0.05
2000-2004	0.0	0.2	0.1	0.6	0.02	0.27	0.00	0.12
2005-2009	0.0	0.4	0.1	0.6	0.01	0.70	0.02	0.16
2010.0	0.2	0.4	0.0	0.6	0.04	1.00	0.07	0.14
2011.0	0.4	0.7	0.0	0.7	0.01	0.26	0.00	0.06
2012.0	0.1	0.5	0.1	1.8	0.02	0.27	0.00	0.12
2013.0	0.1	0.7	0.1	2.7	0.01	0.70	0.02	0.16
2014.0	0.0	0.7	0.1	2.1	0.04	0.74	0.10	0.17
2015.0	-0.2	0.8	0.0	3.1	0.03	0.37	0.04	0.29
2016.0	0.0	0.9	0.1	2.9	0.02	0.24	0.00	0.14
2017.0	-0.1	1.3	0.0	2.8	0.01	0.70	0.02	0.16
2018.0	-0.1	0.3	0.0	2.3	0.04	0.74	0.10	0.17
Moyenne (2010-2018)	0.0	0.7	0.1	2.1	0.02	0.56	0.04	0.16
Part de l'industrie (%)	1.2	23.8	1.8	73.2	3.2	71.6	1.4	20.1

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningen sur les changements structurels.

Le tableau 5a montre que la principale source de croissance dans le secteur industriel a été la croissance du secteur de la construction (sa contribution dans le secteur étant de 73,2% au cours de la dernière décennie). Vient ensuite l'industrie manufacturière, avec une contribution de 23,8 %; les services publics et l'exploitation minière sont ceux qui contribuent le moins, avec respectivement 1,8 % et 1,2 %. Cependant, cette contribution à la croissance ne correspond pas à leur contribution à la croissance de l'emploi. Cette dernière a été dominée par le secteur manufacturier avec 71,6%. Il est suivi par la contribution du secteur de la construction à hauteur de 20,1%. La contribution à la croissance de l'emploi des secteurs des mines et des services publics a été de 3,2% et de 1,4%, respectivement, au cours de la même période. Ce résultat suggère que le secteur de la construction est un secteur à forte intensité de capital, tandis que le secteur manufacturier est un secteur à forte intensité de main-d'œuvre.

Tableau 5b : Contribution à la croissance et à l'emploi des sous-secteurs des services

	Contribution des sous-secteurs des services à la croissance du PIB						
	Services commerciaux	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers	Immobilier	Services publics	Autres services
1991-1994	0.55	0.09	0.06	0.18	0.21	0.37	0.31
1995-1999	0.72	0.14	0.08	0.16	0.19	0.61	0.27
2000-2004	0.68	0.29	0.17	0.11	0.36	0.25	0.15
2005-2009	2.41	0.38	0.25	0.69	0.57	0.78	0.28
2010	1.99	0.49	0.36	-0.01	0.90	0.80	0.25
2011	1.60	0.34	0.37	0.87	1.09	2.61	-0.02
2012	2.05	0.43	0.17	0.95	0.20	0.33	0.35
2013	2.08	0.58	0.21	-0.56	0.20	0.69	0.49
2014	3.48	0.47	0.17	0.52	0.19	0.71	0.12
2015	3.12	0.50	0.18	0.28	0.19	0.59	0.11
2016	1.97	0.53	0.18	0.35	0.15	0.61	-0.06
2017	1.09	0.61	0.21	0.67	0.18	0.45	0.10
2018	2.21	0.27	0.13	0.42	0.24	0.48	0.10
Moyenne (2010–2018)	2.18	0.47	0.22	0.39	0.37	0.81	0.16
Part de service (%)	47.4	10.2	4.8	8.4	8.1	17.6	3.4
La contribution du sous-secteur des services à la croissance de l'emploi							
1991-1994	0.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.14	0.16
1995-1999	0.26	0.01	0.01	0.00	0.00	0.16	0.11
2000-2004	0.27	0.02	0.02	0.01	0.00	-0.06	0.00
2005-2009	0.65	0.04	0.04	0.02	0.00	0.14	0.38
2010	0.13	0.09	0.08	0.04	0.00	0.18	1.08
2011	0.24	0.01	0.01	0.00	0.00	0.20	0.07
2012	0.27	0.02	0.02	0.01	0.00	-0.06	0.00
2013	0.65	0.04	0.04	0.02	0.00	0.14	0.38
2014	0.11	0.09	0.09	0.04	0.00	0.20	1.28
2015	0.31	0.04	0.06	0.02	0.00	0.18	0.63
2016	0.26	0.02	0.02	0.01	0.00	-0.19	0.00
2017	0.65	0.04	0.04	0.02	0.00	0.14	0.38
2018	0.11	0.09	0.09	0.04	0.00	0.20	1.28
Moyenne (2010–2018)	0.30	0.05	0.05	0.02	0.00	0.11	0.57
Part de Service (%)	27.7	4.6	4.4	2.0	0.1	10.0	51.5

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningue sur les changements structurels.

Comme pour le secteur industriel, le tableau 5b montre également l'inadéquation entre la contribution du secteur des services et de ses sous-secteurs à la croissance et à l'emploi. En termes de contribution à la croissance, le «commerce» et les «services publics», suivis par le «transport» et les secteurs financiers, sont très importants. Cependant, ce sont les «autres services», suivis par les sous-secteurs «commerce» et «services publics», par ordre d'importance, qui contribuent le plus en termes d'emploi. Dans les données, la catégorie «Autres services» est définie comme suit : «Arts, spectacles et activités récréatives ; Autres activités de services ; Activités des ménages en tant qu'employeurs ; Activités de production de biens et services non différenciés des ménages pour usage propre ; Activités des organisations et organismes extraterritoriaux». Ces sous-secteurs sont, à leur tour, dominés par les ménages en tant qu'employés. En résumé, les tableaux 5a et 5b montrent que la source de croissance est différente de la source d'emploi.

En résumé, l'Éthiopie a enregistré une excellente croissance au cours des deux dernières décennies. Bien que la politique ait été initialement axée sur l'agriculture, la principale source de croissance a été le secteur non agricole, avec en tête les secteurs des services et de l'industrie - le secteur industriel étant dominé par le secteur de la construction. La productivité de l'agriculture est restée obstinément faible, alors que ce secteur est la source d'emploi de plus de 73 % de la population active. La croissance n'a pas non plus réussi à entraîner une transformation structurelle, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB étant restée inférieure à 5 % au cours des 40 dernières années. L'analyse ci-dessus nous permet de conclure que la principale source de croissance n'a pas été la principale source de croissance de l'emploi. Cela pourrait être lié à l'effet des changements structurels et/ou à la faible élasticité de l'emploi dans les secteurs ou sous-secteurs qui ont connu une croissance rapide, questions qui seront abordées ultérieurement.

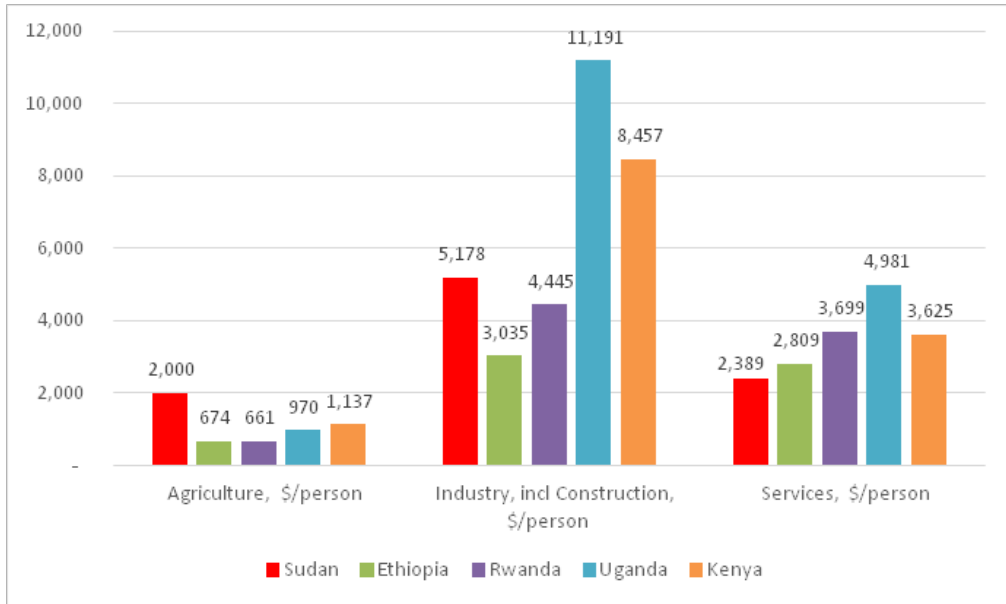
Productivité, changement structurel et création d'emplois

Ici, nous voulons répondre aux questions suivantes : a) est-ce la croissance de la productivité qui a conduit au chômage ? (b) quelle est la nature de la croissance de la productivité dans chaque secteur ? Cette dernière question est importante car si la productivité n'a pas augmenté, le secteur ne se développera pas, et si le secteur ne s'est pas développé, l'emploi n'augmentera pas.

Par rapport aux pays de référence sélectionnés pour l'analyse comparative, la productivité du travail en Éthiopie est l'une des plus faibles de la région d'Afrique de l'Est (la seule exception étant le Soudan, dont la productivité du secteur des services est légèrement inférieure à celle de l'Éthiopie) (figure 6). En outre, la productivité de l'Éthiopie est inférieure de moitié au niveau atteint par le pays ayant la plus forte productivité dans chaque secteur - le niveau du secteur industriel n'étant qu'un tiers environ de celui de l'Ouganda et du Kenya. En dehors de sa position comparative, la

productivité de l'Éthiopie est la plus élevée dans le secteur industriel, qui comprend la construction, suivi par le secteur des services (figure 6).

Figure 6 : Productivité sectorielle du travail en Éthiopie et dans les pays de comparaison (2019)



Source : Calcul de l'auteur basé sur le WDI, données de la Banque mondiale (2021).

Pour mieux comprendre ce phénomène général et ses effets sur la création ou l'absence d'emplois, la tendance de la productivité et la condition de la transformation structurelle sont examinées plus en détail en les décomposant en leurs différentes composantes. En raison du manque de données chronologiques sur l'accumulation du capital, l'analyse s'est appuyée sur les données relatives à la productivité du travail pour explorer plus en profondeur les sources de la croissance éthiopienne et ses incidences sur l'emploi (des jeunes) du point de vue de la transformation structurelle et de la productivité. Pour ce faire, on utilise l'équation 2

$$g_L = \sum_i w_{Si} g_{Li} + \sum_i w_{Li} g_{Si} + \sum_i z_i g_{Li} g_{Si} \quad (2)$$

Où: g_{Li} est le taux de croissance de la productivité du travail du secteur «i» ; g_{Si} est le taux de croissance de la part du secteur «i» dans l'emploi total, et w_{Li} et w_{Si} sont le poids du secteur «i» dans le PIB total et l'emploi total, respectivement. z_i est le ratio de la productivité sectorielle (du travail) à la productivité nationale (du travail).

La première partie de l'équation 2 mesure la contribution de la croissance de la productivité de chaque secteur à la croissance de la productivité totale ou nationale - parfois appelée «*effet intra-sectoriel*» ou «*effet intra*». Le second terme montre la contribution de la réaffectation de la main-d'œuvre (effet de niveau) d'un secteur à faible productivité vers un secteur à forte productivité à la croissance de la productivité globale - parfois appelé «*effet de niveau*» ou «*effet entre secteurs*» ou «*effet de réaffectation*». La productivité nationale d'un pays peut augmenter même s'il n'y a pas de croissance de la productivité sectorielle, simplement en réaffectant la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité. Ainsi, ce second terme saisit cet effet.

Le dernier terme, qui pourrait également être calculé comme résiduel, est une approximation pour mesurer la contribution de la réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité aux secteurs à forte croissance de la productivité. Il saisit l'effet d'interaction avec la croissance. Il sera positif soit lorsque la main-d'œuvre s'est déplacée vers un secteur à croissance positive de la productivité du travail, soit lorsque la main-d'œuvre s'est éloignée d'un secteur à croissance négative de la productivité du travail. Son ampleur dépend également du rapport entre la productivité du travail du secteur et les niveaux de productivité du travail agrégés, dont le poids est donné par «*z*». Cet effet est parfois appelé «*effet de réaffectation dynamique*» (voir de Avillez, 2012). Les deux dernières parties de l'équation 2 montrent ensemble l'effet du changement structurel sur la croissance de la productivité. Le résultat de ce calcul pour l'Éthiopie, en utilisant les données des deux dernières décennies, est présenté dans le tableau 6.

Le premier point à noter dans le tableau 6 est que la croissance de la productivité nationale a été très faible entre 2000 et 2010, soit environ 0,30 % par an au cours de cette période. Elle a commencé à augmenter en 2010-14, de 3,25 %, puis de 6,9 % en 2015-18. Cette croissance de la productivité nationale est en grande partie le résultat de la croissance de la productivité dans l'agriculture, suivie par le secteur des services - la contribution de l'agriculture et de l'industrie étant respectivement de 3,9% et 0,30% au cours de la dernière décennie (2010-18). Sur toutes les périodes, la contribution du secteur industriel (y compris la construction) à la croissance de la productivité nationale a été négative (tableau 6). La croissance significative au niveau national au cours de la dernière décennie, non justifiée par la croissance de la productivité dans tous les secteurs, compte tenu notamment de la faible part de l'agriculture dans le PIB (qui est d'environ 33 % au cours des cinq dernières années) et de sa contribution limitée à la croissance nationale (qui est d'environ 15 % au cours des cinq dernières années), suggère un problème possible des données du PIB, discuté ci-dessous (voir également Alemayehu et Addis, 2016). Le tableau 6 montre également que la croissance de la productivité, tant au niveau national que dans le secteur agricole, a été généralement significative et positive depuis 2010. Bien que son ampleur soit très faible, le secteur des services a également connu une croissance positive de la productivité de 0,27 % par an au cours de cette période. La croissance de la productivité «interne» est négative dans le secteur industriel qui comprend l'industrie manufacturière, les mines, la construction et les services publics. Le sous-secteur «commerce des services» a également connu un taux de croissance négatif pendant toute la période (Tableau 6).

Tableau 6 : Décomposition de la croissance de la productivité en Ethiopie sur la base d'une demi-décennie (2000-18)

au sein de (%)	National	Agriculture	Ind (M+M+C+U)	Fabrication	Construction	Service*	Services commerciaux	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers
2000-04	0.29	-0.84	-0.08	-0.07	-0.01	0.23	-0.03	0.01	0.01	0.001
2005-09	0.33	-1.38	-0.13	-0.10	-0.02	0.26	-0.03	0.01	0.00	-0.001
2010-14	3.25	2.62	-0.18	-0.13	-0.05	0.22	-0.04	0.01	0.00	-0.002
2015-18	6.93	5.09	-0.21	-0.18	-0.01	0.38	0.47	-0.01	-0.01	0.002
Moyenne (2000-18)	2.48	1.18	-0.15	-0.12	-0.03	0.27	0.07	0.01	0.00	0.00
Entre (en %)	Agriculture	Ind (M+M+C+U)	Fabrication	Construction	Service	Services commerciaux	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers	
2000-04	-0.31	0.61	0.27	0.19	0.93	0.61	-0.03	-0.01	0.09	
2005-09	-0.34	0.68	0.23	0.42	0.91	0.36	0.00	0.02	0.13	
2010-14	-0.22	1.15	0.21	0.88	0.62	0.60	0.17	0.12	0.22	
2015-18	-0.90	1.00	0.33	0.48	2.51	0.93	0.27	0.20	0.56	
2000-18	-0.42	0.85	0.26	0.50	1.18	0.61	0.09	0.08	0.23	
Dynamique	Agriculture	Industrie	Fabrication	Construction	Services	Services commerciaux	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers	
2000-04	-0.03	-4.99	-0.35	-3.73	-6.52	-0.11	-0.46	-1.86	-4.60	
2005-09	-0.01	-6.23	-0.23	-5.79	-3.05	-0.06	-0.04	0.02	-3.80	
2010-14	-0.03	-6.61	-0.17	-6.53	-25.94	-0.09	1.97	0.49	-27.23	
2015-18	-0.07	-33.00	-0.20	-1.53	-1.23	-0.56	-5.88	-2.04	9.29	
2000-18	-0.03	-11.64	-0.24	-4.55	-9.61	-0.19	-0.85	-0.78	-7.42	

Note : *La croissance positive dans cette colonne provient des «services publics et autres», s'ils ne figurent pas parmi les sous-secteurs de services sélectionnés ici.
Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningen sur la croissance et le changement structurel.

En dépit de l'image positive de l'agriculture au cours de la dernière décennie et de la croissance de la productivité nationale tout au long de la période analysée, la croissance de la productivité «interne» de l'agriculture avait été en moyenne d'environ 1,2% par an, malgré sa croissance record d'environ 5% en 2015-2018. Compte tenu de la croissance moyenne de la population d'environ 2,6% au cours de la même période, cela montre une croissance négative de la production par habitant dans le secteur agricole, ainsi qu'au niveau national (Tableau 6).

Deuxièmement, la croissance de la productivité «entre» montre que la main-d'œuvre se déplace principalement vers le secteur des services à un taux moyen de 1,2% au cours de la période analysée. Au sein du secteur des services, le «commerce des services» et les «services financiers», avec respectivement 0,61% et 0,23%, sont les principaux contributeurs à cette croissance. Vient ensuite le secteur industriel, avec 1,8%, le secteur de la construction étant à la tête de cette croissance. Deux questions importantes ressortent de ce résultat. Premièrement, la transformation structurelle (ce que l'on appelle le «bonus structurel» dans la littérature) ne se produit pas comme cela a été historiquement le cas dans les pays développés d'aujourd'hui ou dans les économies de tigre d'Asie de l'Est. Ces deux groupes de pays se caractérisaient par un déplacement de la main-d'œuvre vers le secteur industriel à forte productivité en général et le secteur manufacturier en particulier. Dans le cas de l'Éthiopie, la main-d'œuvre se déplace plutôt de manière prédominante vers les secteurs des services tels que le «commerce des services», qui sont caractérisés par une faible productivité. Cela souligne la nécessité d'examiner en détail ces deux sous-secteurs des services. Deuxièmement, le deuxième changement structurel le plus important est enregistré dans le secteur industriel. Malheureusement, ce secteur est caractérisé par une croissance négative de la productivité, comme le montre la croissance de la productivité «interne» indiquée dans le même tableau.

Il est intéressant de noter qu'à l'exception du secteur agricole, la contribution de l'effet de réaffectation statique à la croissance a été généralement positive mais très faible dans tous les secteurs. Le taux de croissance le plus élevé a été observé dans le secteur des services, avec un taux annuel moyen de 1,2%, suivi par le secteur industriel avec 0,8%.

Troisièmement, la croissance de la «productivité dynamique» en Éthiopie est généralement négative dans tous les secteurs et sous-secteurs. Ce dernier montre que soit la croissance de la productivité, soit la croissance de l'emploi dans chacun des secteurs est négative. Il est intéressant de noter que cette croissance est la plus élevée dans le secteur industriel, avec un taux négatif de 11,6% (le taux de croissance négatif dans le secteur de la construction étant très significatif), suivi par le secteur des services, avec un taux négatif de 9,6%, la majeure partie de ce dernier étant due aux «services financiers», avec 7,4%. Ce résultat négatif important de la productivité dynamique dans tous les secteurs, et en particulier dans les secteurs des services et de l'industrie - qui étaient très élevés - peut également être lié à une croissance exagérée du PIB au niveau national car il représente un terme d'interaction ou un résidu. Si la croissance de l'emploi est enregistrée de manière assez précise, cette

exagération peut conduire à une croissance significative de la productivité totale des facteurs (PTF) si ce calcul est triangulé à partir du côté de l'offre. C'est d'ailleurs ce que montrent les données éthiopiennes (voir Alemayehu et Addis, 2017 L'effet de réaffectation dynamique sur la croissance de la productivité s'avère toutefois négatif dans tous les secteurs (tableau 6). Ce dernier indique l'absence d'un déplacement de la main-d'œuvre vers les secteurs à forte croissance de la productivité ou vers les secteurs à faible croissance de la productivité.

Les enseignements politiques que l'on peut tirer de ces résultats sont les suivants. Premièrement, l'arrêt de la tendance à la baisse de la production par habitant et de la croissance de la productivité dans le secteur agricole en s'attaquant aux principales contraintes contraignantes du secteur contribuera de manière significative à la croissance de la productivité nationale, et donc à la croissance. S'il n'y a pas de croissance de la productivité, un secteur ne se développera pas de manière durable. Si un secteur n'a pas de croissance, le gain de la croissance du plein emploi ne se fera pas non plus. Ainsi, il est impératif d'identifier les contraintes majeures dans tous les secteurs en général, et le secteur agricole en particulier, pour un impact élevé sur la croissance et l'emploi. Ce constat montre la faiblesse des caractéristiques structurelles de l'agriculture éthiopienne, caractérisée par une part de la population dépendant de l'agriculture très supérieure à celle de nombre de ses pairs régionaux, combinée à une valeur ajoutée agricole par travailleur plus faible. Cela explique également la baisse de la contribution du secteur à la croissance nationale au cours des deux dernières décennies. Étant donné que l'agriculture représente environ 65 % de l'emploi (77 % de l'emploi rural) (CSA, LFS, 2021), environ 33 % du PIB et 80 % des exportations en 2019/20 (NBE, 2020), une évolution positive du secteur aura un effet significatif, tant sur la croissance nationale que sur le bien-être de la majorité de la population éthiopienne.

Deuxièmement, bien que la réaffectation statique de la main-d'œuvre vers les secteurs des services et de l'industrie ait été l'un des principaux facteurs de la croissance de la productivité et de la croissance économique en Éthiopie dans le passé, comme le montre l'effet «entre», la main-d'œuvre se déplace vers des secteurs généralement caractérisés par une très faible productivité «intra» sectorielle (la croissance annuelle moyenne de la productivité au cours de la dernière décennie pour les secteurs de l'industrie et des services étant respectivement de seulement 0,85 % et 1,2 %, tableau 6). Ce résultat signifie que *l'augmentation de la productivité sectorielle, tant dans le secteur industriel que dans celui des services, en agissant sur leur contrainte contraignante, est cruciale pour avoir un impact élevé sur la croissance et obtenir une croissance de plein emploi.*

Enfin, les résultats montrent également que, dernièrement, la main-d'œuvre ne se déplace pas vers les secteurs dont la productivité augmente ou ne quitte pas les secteurs dont la croissance de la productivité est faible ou négative. La mise en œuvre d'une transformation structurelle qui modifie ce schéma observé est également cruciale pour augmenter la productivité nationale, la croissance sectorielle et donc l'emploi en Éthiopie.

En résumé, à partir de l'analyse ci-dessus, nous pouvons déduire les trois points suivants. Premièrement, d'après le tableau 6, le résultat de la productivité « interne » montre que la plus forte croissance de la productivité se trouve dans le secteur agricole. Cela est illustré de manière spectaculaire en 2015-18, où sa croissance représentait 74 % de la croissance de la productivité nationale. Il est suivi par le secteur des services (et avec lui le sous-secteur du «commerce des services») à une distance très significative, avec une moyenne de 0,27%, par rapport à la moyenne du secteur agricole de 1,18% - la moyenne nationale étant de 2,5%. Deuxièmement, la croissance de la productivité «interne» du secteur industriel et de ses sous-secteurs dominants, la construction et l'industrie manufacturière, a été négative tout au long de la période analysée, alors que le pays a enregistré la croissance la plus rapide de son histoire.

Analyse du problème du chômage basé sur la MCS

Dans cette section, nous allons utiliser la Matrice de comptabilité sociale (MCS) de 2015, publiée en 2019 et la dernière MCS disponible (Andualem et al., 2019), pour examiner plus en profondeur le potentiel de création d'emplois de la croissance passée. Pour ce faire, on examine si les sources de la croissance récente ont été les secteurs et sous-secteurs qui ont le fort potentiel de création d'emplois. La MCS 2015 contient des données riches qui pourraient être utilisées pour dériver une approximation des ratios travail-production et capital-production de trois types de travailleurs (qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés) identifiés dans 11 régions du pays et leur distribution dans les trois principaux secteurs agrégés de l'économie (agriculture, industrie et services). Ces trois secteurs sont à leur tour divisés en 27 sous-secteurs (activités) agricoles, 28 sous-secteurs industriels et quatre sous-secteurs miniers, ainsi que 11 sous-secteurs de services. Cette image sectorielle détaillée nous permettra d'examiner en détail l'intensité d'emploi de chacun des 70 sous-secteurs de l'économie nationale. Ceci sera mis en correspondance avec l'analyse de décomposition des sources de croissance examinée dans ce qui précède afin d'examiner l'existence d'une inadéquation (ou non) entre les sources de croissance et le potentiel de création d'emplois des sous-secteurs de l'économie. Cela nous donnera une bonne image de la nature de la croissance et de son effet de création d'emplois. En outre, nous avons réalisé une analyse des multiplicateurs à l'échelle de l'économie basée sur la MCS pour simuler l'effet potentiel de création d'emplois des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre identifiés, s'ils étaient les sources de croissance par la stimulation de la demande pour l'économie nationale, avec des implications en termes de politique. Un résumé synthétique de la MCS 2015 est présenté dans le tableau 7.

Tableau 7 : MCS macro pour l'Éthiopie, 2015/16 (millions de birrs)

	Activités	Produits de base	Facteurs	Entreprise	Ménages	Gouvernement	Impôts	Investissement	Reste du monde	Total
Activités		2,151,741								2,151,741
Produits de base	735,638				1,099,313	148,837		588,705	122,366	2,694,859
Facteurs	1416,103								9,282	1,425,386
Entreprise			509,423			5,595			277	515,295
Ménages			910,486	369,922		11,211			127,340	1,418,959
Gouvernement				18,729	8,298		188,892		28,570	244,489
Impôts		118,590		41,207	29,096					188,892
Épargne				84,828	279,600	73,063			151,215	588,705
RdM*		424,528	5,478	610	2,652	5,783				439,501
Total	2,151,741	2,694,859	1,425,386	515,295	1,418,959	244,499	188,892	588,705	439,051	

Note : *RoW : Reste du monde.

Source : Andualem et al. (2019).

I. Un ratio capital-travail (K/L) et un potentiel d'emploi sectoriel basés sur la MCS

Une comparaison du ratio capital-travail de chaque sous-secteur nous aurait donné les secteurs de création d'emplois potentiels de chaque sous-secteur. Cependant, comme les données sur le stock de capital ne sont pas disponibles dans la MCS, nous avons tenté de déduire le ratio capital (K)/travail (L) en utilisant une variable de substitution calculée en prenant le ratio du rendement du capital et du travail par unité de production (Q) : $L/Q \text{ à } K/Q=L/K$. Étant donné les limites de cette approche, qui n'utilise pas de données sur le stock de capital, nous l'avons triangulée pour plus de robustesse, en utilisant les données de l'enquête sur l'industrie manufacturière à grande et moyenne échelle (LMSM), qui contient des données sur le stock de capital au niveau industriel. Les ratios K/L calculés de cette manière en utilisant la MCS sont présentés dans le tableau 8.

Tableau 8 : Ratio K/L entre les différents secteurs et sous-secteurs

Agriculture		Industrie : Fabrication (Fabr.), Mines et construction				Services	
Agriculture	L/K Ratio	Industrie	L/K Ratio	Industrie	L/K Ratio	Service	L/K Ratio
Volaille	62.26	Parcs Agro Ind.	5.00	Fabrication de textiles	0.20	Santé	8.72
Élevage de moutons	45.60	Fabrication de moulins à grains	2.30	Boissons et alcools	0.19	Éducation	3.29
Élevage de chèvres	43.28	Mines	1.74	Ciment	0.19	Autres services	2.54
Élevage de bétail	22.75	Électricité	1.67	Fabrication de véhicules	0.17	Transport	2.47
Sylviculture	11.49	Construction	1.58	Fabrication de sucre	0.16	Administration publique	1.57
Pêche	10.19	Eau	1.25	Fabrication de matériel électrique	0.12	Immobilier, location, etc.	0.75
Culture de rente	8.26	Fabrication de produits chimiques	1.00	Fabrication de bois	0.11	Communication	0.50
Élevage de chameaux	8.17	Fabrication de produits laitiers	0.58	Fabrication de tabac	0.09	Commerce, gros et détail	0.30
Cultures	5.77	Fabrication de produits minéraux	0.55	Fabrication de métaux	0.08	Services financiers	0.28
Fruits	2.29	Autres industries manufacturières	0.54			Hôtels et résultants	0.14
Puls	1.86	Fabrication de cuir	0.44				

suite page suivante

Tableau 8 Continué

Agriculture		Industrie : Fabrication (Fabr.), Mines et construction				Services	
Agriculture	L/K Ratio	Industrie	L/K Ratio	Industrie	L/K Ratio	Service	L/K Ratio
Fleurs	1.79	Fabrication de produits pharmaceutiques	0.35				
Cultures alimentaires	1.77	Filature et tissage	0.33				
Olil	1.63	Fours et étuves	0.30				
Blé	1.55	Pharmacie	0.35				
Teff	1.24	filature	0.33				
Sorgho	1.23	machines	0.30				
Café	1.04	Fabrication d'articles d'habillement	0.26				
Ensète	1.03	Produits métalliques	0.22				
Maïs	1.00	Autres industries alimentaires (produit viande)	0.20				

Note : Voir l'annexe A1a pour des détails sur le ratio L/K par niveau de compétence et des sous-secteurs plus détaillés.
 *= Mfg est l'industrie manufacturière.

Source : Calcul de l'auteur basé sur la MCS 2015.

Le tableau 8 nous permet de déduire qu'au niveau sectoriel, le secteur de l'agriculture est l'activité à plus forte intensité de main-d'œuvre avec un potentiel important de création d'emplois. Il est suivi par le secteur des services (au deuxième niveau) et le secteur industriel. Cependant, l'écart en termes de potentiel de création d'emplois dans le secteur agricole et le secteur non agricole est extrêmement important - le premier sous-secteur agricole en termes de potentiel de création d'emplois (l'aviculture) créant 7 et 12 fois plus d'emplois par unité de capital que les premiers sous-secteurs créateurs d'emplois dans les services (le sous-secteur de la santé) et les sous-secteurs industriels (parcs agro-industriels), respectivement. En général, le sous-secteur le plus important (la santé) dans le deuxième secteur le plus important (le secteur des services) devient un sous-secteur créateur d'emplois important au niveau national après les six sous-secteurs agricoles.

Il est intéressant de noter qu'au sein du secteur agricole, c'est l'élevage qui présente le potentiel le plus élevé et le plus important en matière de création d'emplois. Viennent ensuite la production de cultures commerciales, puis celle de fruits et légumes. La production de cultures non commerciales vient ensuite, au 9e rang sur 13 sous-secteurs agricoles (tableau 8). Elles présentent également ce potentiel de création d'emplois, tant en main-d'œuvre non qualifiée que semi-qualifiée, à intensité comparable. Il en va de même pour la sylviculture et la pêche, après l'élevage.

Dans le secteur des services, les sous-secteurs de la santé, de l'éducation, des « autres services », de l'administration publique et des transports sont les plus importants, par ordre d'importance, parmi les sous-secteurs à fort potentiel de création d'emplois. Le secteur de l'éducation se trouve à côté du sous-secteur de la santé, bien que son potentiel soit deux fois moins élevé que celui du secteur de la santé. Il est intéressant de noter que l'importance potentielle des sous-secteurs de la santé et de l'éducation se rapporte principalement à la main-d'œuvre qualifiée. Cependant, à l'exception du secteur des transports où le rôle du secteur privé est dominant, la fourniture de ces services est généralement dominée par le secteur public. Nous notons ici que, malgré la part importante des « services commerciaux » dans l'emploi total du secteur des services (voir tableau 5b) qui, en moyenne, était de 28% (2010-2018), ce qui est proche du sous-secteur des « autres services » (52%), son potentiel de création d'emplois par rapport aux sous-secteurs dépensant en capital, comme on peut le lire dans le ratio L/K du tableau 7, est très faible.

Dans le secteur industriel, le potentiel d'emploi des « parcs agro-industriels » du gouvernement s'avère important. En fait, si l'on exclut le sous-secteur de la santé, les parcs agro-industriels arrivent en deuxième position après l'agriculture. En outre, la fabrication à partir de moulins à grains (voir ci-dessous), l'exploitation minière (en particulier l'exploitation minière traditionnelle, à forte intensité de main-d'œuvre) et la fabrication de produits chimiques s'avèrent très importantes en termes de ratio L/K et donc de potentiel de création d'emplois. Le secteur de la construction, qui est généralement considéré comme ayant un potentiel de création d'emplois, se classe au quatrième rang, après le sous-secteur de l'électricité, parmi les sous-secteurs industriels - avec une intensité de main-d'œuvre nettement inférieure à celle de la plupart des sous-secteurs agricoles (tableau 8). Tous les sous-secteurs industriels, à l'exception de l'électricité, emploient principalement de la main-d'œuvre non qualifiée, suivie de la main-d'œuvre semi-qualifiée (voir l'annexe A1a pour un ratio K/L plus détaillé à partir duquel ces déductions sont faites).

Nous avons tenté de trianguler le ratio K/L et la condition d'emploi basés sur la MCS ci-dessus à l'aide de deux données d'enquête industrielle de l'Autorité statistique centrale (CSA) : l'enquête sur les grandes et moyennes entreprises manufacturières (LMSME) et l'enquête sur les petites entreprises manufacturières (SSME) menées en 2016/17, qui est une date plus proche des données de la MCS. L'agriculture éthiopienne étant une agriculture de subsistance et de petits exploitants, l'accent est mis sur les secteurs de l'industrie et des services.

La part du secteur manufacturier dans l'industrie est d'environ 24% en 2019/20, la principale part (73%) étant celle du secteur de la construction. La part du secteur industriel dans le PIB est à son tour, la même année, de 29% (les services étant de 39% et l'agriculture de 33%) (NBE, 2020). Les LMSME sont définies comme celles qui engagent dix personnes ou plus et utilisent des machines motorisées. Le nombre total de LMSE déclarées en 2016/17 (année d'enquête 2009 E.C) était de 3 627. Environ 39% de ces industries manufacturières étaient situées à Addis-Abeba, suivies par les régions d'Oromiya et d'Amhara avec respectivement 29% et 14% des industries. Plus de 26 %

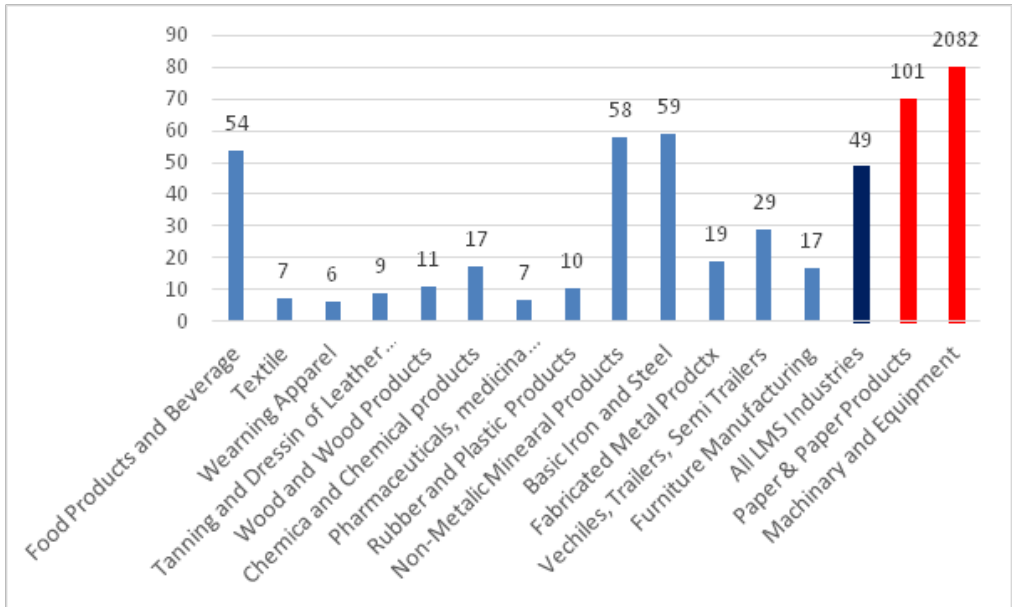
des industries manufacturières appartenant à la catégorie des produits alimentaires et des boissons, suivis des produits minéraux non métalliques avec environ 18 % et de l'industrie du meuble avec plus de 13 %. Plus de 298 510 personnes étaient engagées dans l'ensemble des industries manufacturières étudiées en 2016/17 (C.E. 2009). La valeur brute totale de la production en 2016/17 (2009 E.C.) de toutes ces industries était d'environ 167 milliards de Birr. Il s'agit d'une valeur ajoutée brute dans le concept des comptes nationaux (NA) d'environ 93,2 milliards de birr.

En plus de la LMSME, l'Éthiopie comptait 139 982 établissements manufacturiers à petite échelle (SSME) dans une autre enquête SSME menée en 2016/17 (année fiscale éthiopienne 2009). Sur le total, le plus grand nombre, 36,8 %, étaient des moulins à grains, les établissements de fabrication de meubles venant ensuite avec 26,7 %. Viennent ensuite les établissements de fabrication de produits métalliques, avec 13,3 % du total. Ils ont engagé 2 159 526 personnes, soit un ratio de 1 à 15,42, c'est-à-dire qu'en moyenne, dix SSME ont engagé 154 personnes. La valeur brute de la production (VBP) de ces SSME au cours de la période étudiée s'est élevée à 64,7 milliards de birr, dont 23,7 milliards (37%) pour les fabricants de produits alimentaires, à l'exception des moulins à grains. Cela représente 32 milliards de birr de valeur ajoutée dans le concept NA. Un examen plus approfondi révèle qu'en termes absolus, ce sont les entreprises de moulins à grains qui emploient le plus : 699 667 (32,4 %), suivies par la fabrication de meubles, 665 207 (30,8 %), et la fabrication de produits métalliques, 286 456 (13,3 %).

D'après les deux enquêtes, la VA utilisant le concept de la NA en 2019 (2016/17) avait été de 92 milliards pour la LMSME et de 32 milliards pour la SSME. Cela représente respectivement environ 5,3% et 1,8% du PIB pour les mêmes années. Cependant, la contribution du secteur industriel au PIB dans son ensemble la même année était de 27% ; et au sein du secteur industriel, la part pour la construction était de (72%), la fabrication (25,3), l'électricité (2,6%) et les mines et carrières (0,7%). Ainsi, si le secteur manufacturier est composé de LMSE et de SSME, comme il devrait l'être, les enquêtes doivent avoir sous-estimé leur contribution au PIB. Si nous supposons que les données de NA sont correctes, et en utilisant la proportion des LMSE et des PME de l'enquête, leurs contributions au PIB pourraient être de 20 % et 7 % pour les LMSME et SSME, respectivement.

Les SSME emploient moins de personnes par entreprise, mais la main-d'œuvre est leur facteur le plus important. Ainsi, leur potentiel de création d'emplois provient normalement de la croissance de leur nombre. Nous ne disposons pas de données sur le stock de capital des SSME, mais cela ne nous donne pas plus d'informations sur les conditions d'emploi que ce que nous avons déjà indiqué dans les paragraphes précédents. En revanche, le ratio capital-travail dans les PMME peut nous renseigner sur la nature de l'intensité du travail et du capital dans le processus de production de ces entreprises. Nous disposons également, heureusement, de données sur le stock de capital des LMSMES dans les enquêtes. Le ratio K/L calculé pour les LMSME, qui constituent le type dominant d'entreprises manufacturières en termes de valeur (mais pas d'emploi), sur la base de cette enquête, est présenté dans la figure 7. Les données sur le stock de capital sont la valeur comptable des actifs fixes ayant une durée de vie estimée d'un an ou plus dans chaque secteur au cours de l'année de référence.

Figure 7 : Le ratio K/L dans les grandes et moyennes entreprises manufacturières (2016/17- 2009 Ethiopie, en milliers de birr)

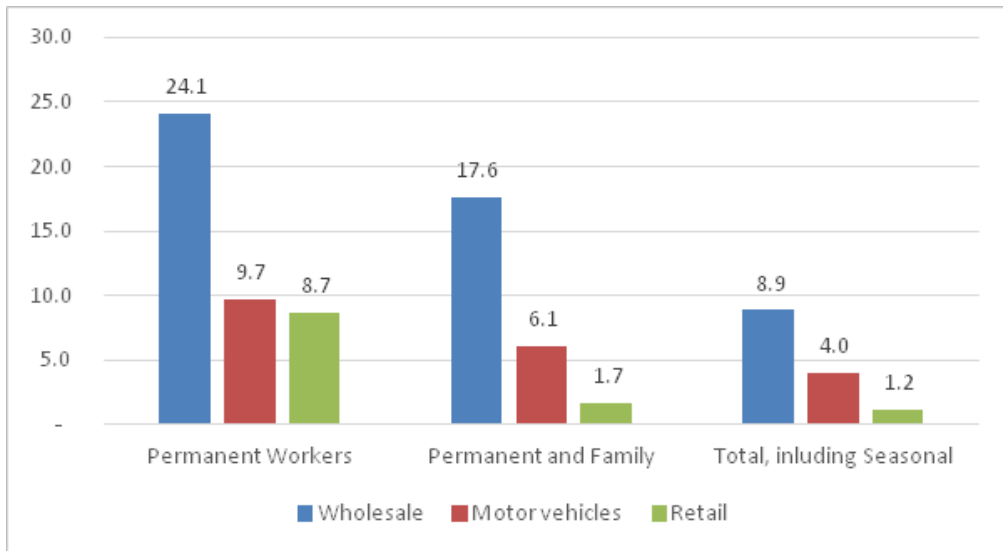


Note : L'échelle n'est pas valable pour les deux dernières (barres rouges), elles sont modifiées pour rendre les autres barres visibles ; les chiffres/étiquettes au-dessus de chaque barre sont cependant comparables.

Source : Calculs de l'auteur à partir de l'enquête sur les industries LMSM de la CSA.

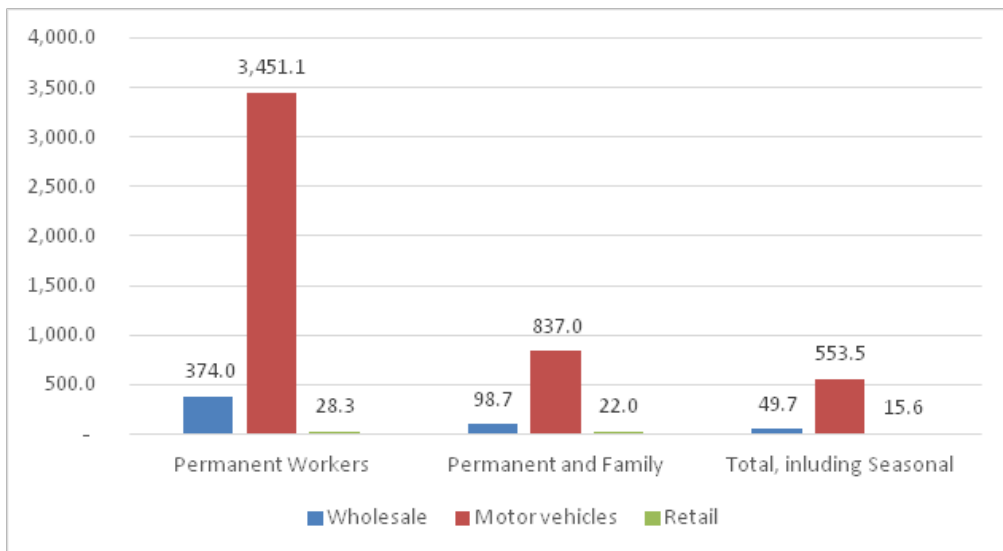
L'autre secteur manquant dans la figure 9 est la condition K/L dans le secteur des services. La dernière enquête dont nous disposons à ce sujet est l'«Enquête sur le secteur de la distribution urbaine de 2013/14 (2006 C.E.)». Cette enquête couvre les sous-secteurs du «commerce de gros», du «commerce de détail» et des «véhicules à moteur» qui employaient environ 2,34 millions de personnes, dont 822 000 sont des travailleurs saisonniers. Les non saisonniers sont composés de 1,52 million et 972 000 travailleurs familiaux non rémunérés. Les trois groupes ont également contribué à hauteur de 20 % environ au PIB national (70 % provenant du commerce de gros et 27 % du commerce de détail) à l'époque, contre 11 % seulement cinq ans plus tôt, en 2008/2009. La figure 8 montre le ratio K/L de ce secteur en utilisant deux versions d'actifs fixes : les machines et équipements ainsi que le total des actifs fixes. Ce dernier comprend la valeur comptable des «bâtiments», des «autres travaux de construction» et des «véhicules», en plus des «machines et équipements». Dans un cas comme dans l'autre, le secteur est caractérisé par une intensité capitalistique et cette constatation est conforme à l'information basée sur le ratio K/L de la MCS qui est fournie dans le tableau 8.

Figure 8 : Ratio K/L dans le secteur des services utilisant uniquement des actifs fixes «machines et équipements» (2013/14, en milliers de birr)



Source : Calcul de l'auteur basé sur CSA, Enquête sur la répartition urbaine 2013/14.

Figure 9 : Ratio K/L dans le secteur des services en utilisant le total des actifs fixes (2013/14, en milliers de birrs).



Source : Calcul de l'auteur basé sur CSA, Enquête sur la répartition urbaine 2013/14.

Les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre (par unité de capital utilisé) sont, par ordre d'importance, les producteurs de «vêtements», de «textiles», de «produits pharmaceutiques et chimiques», de «tannerie et traitement du cuir», de «caoutchouc et plastique» et de «bois et produits du bois» qui ont un rapport K/L inférieur à 11

(figure 4) : « produits pharmaceutiques et chimiques », « tannerie et apprêtage du cuir » « caoutchouc et plastique », et « bois et produits du bois » qui ont un rapport K/L inférieur à 11 dans la figure 4. Ces dernières entreprises sont similaires au deuxième groupe d'entreprises, après les parcs agro-industriels, les entreprises industrielles non manufacturières (entreprises agro-industrielles ainsi que les mines, l'électricité, la construction) ainsi que les moulins à grains forment les SSME identifiées dans le classement basé sur les données de la MCS dans le tableau 8. Ainsi, notre analyse basée sur les données MCS est fiable. La seule exception à cette conclusion est le sous-secteur du « textile », que nous avons trouvé dans le ratio K/L basé sur l'enquête comme le premier sous-secteur à forte intensité de main-d'œuvre, alors qu'il a été identifié dans l'analyse basée sur la MCS comme étant de niveau moyen.

Le deuxième groupe présentant un potentiel de création d'emplois parmi les industries présentées dans la figure 4 comprend les producteurs de « produits chimiques », de « fabrication de meubles », de « produits métalliques » ainsi que les fabricants de « véhicules, remorques et semi-remorques », dont l'intensité de main-d'œuvre est moyenne et dont le ratio K/L est inférieur à la moyenne industrielle de 49 (figure 4). Ce classement correspond aussi assez bien au classement basé sur les données de l'enquête MCS présenté dans le tableau 8.

Les autres secteurs présentés dans la figure 4 sont relativement intensifs en capital, avec un ratio K/L supérieur à la moyenne des industries. Cependant, parmi ceux-ci, les entreprises productrices de « produits alimentaires et de boissons » ont le ratio K/L le plus faible, tandis que les industries productrices de « papier et de produits en papier » ainsi que de « machines et équipements » sont les plus capitalistiques avec un ratio K/L de 2 à 42 fois supérieur au ratio K/L des industries. Cela correspond également au classement basé sur la MCS, à l'exception du « bois et des produits du bois », qui s'est avéré être l'un des secteurs les moins intensifs en main-d'œuvre dans le classement basé sur la MCS.

En résumé, à l'exception du « textile », du « bois et des produits du bois » dont l'analyse basée sur l'enquête montre qu'ils sont à forte intensité de main d'œuvre, notre déduction sur le potentiel de création d'emplois en utilisant notre proxy K/L ratio dérivé de la base de données MCS est généralement correcte. En outre, les parcs agro-industriels et les industries non manufacturières présentent un potentiel important dans l'analyse basée sur la MCS. Ainsi, notre triangulation du résultat de l'analyse de la MCS ci-dessus à l'aide des données d'enquête montre que notre inférence est généralement fiable, sauf pour les deux sous-secteurs (textile et produits du bois) pour lesquels la figure 4 est la meilleure donnée pour l'inférence.

En résumé, trois grandes conclusions peuvent être tirées de notre analyse de la source de croissance dans la section trois et de l'analyse du potentiel d'emploi sectoriel dans ce secteur. Premièrement, nous avons identifié le secteur agricole en général et l'élevage en particulier comme des secteurs présentant un potentiel d'emploi important. Cependant, le rôle de l'agriculture comme source de croissance a considérablement diminué depuis 2010. Ainsi, le secteur à fort potentiel de création d'emplois n'a pas été la source de croissance, surtout après 2005. Cette dernière année

a été marquée par l'échec des élections démocratiques, suivi de violences dans les zones urbaines. Le gouvernement a commencé à se concentrer sur les zones urbaines et le développement urbain et industriel en utilisant ce que l'on appelle un «modèle d'État développementaliste». L'agriculture, qui présentait un potentiel important de création d'emplois, a cessé d'être la source de croissance après cette période. Il n'est donc pas étonnant que la croissance économique rapide enregistrée depuis lors s'accompagne également d'un taux de chômage élevé.

Deuxièmement, depuis 2005, et surtout après 2010, les secteurs de l'industrie et des services sont devenus les principales sources de croissance. Au sein du secteur industriel, la construction a été le principal moteur de la croissance du PIB. Notre ratio K/L montre qu'elle a également un potentiel important de création d'emplois. Bien qu'elle ait créé quelques emplois, elle n'a pas réussi à créer des emplois significatifs comparables à la contribution du secteur manufacturier, relativement faible toutefois à la croissance économique. Ainsi, si la source de croissance avait été le secteur manufacturier, au lieu de la construction, nous aurions assisté à une plus grande création d'emplois. Enfin, bien que les secteurs de la santé, de l'éducation et des transports soient des secteurs à fort potentiel d'emploi, la principale source de croissance a été le secteur du commerce, qui n'est pas aussi intensif en main-d'œuvre que ces secteurs de services. Sur la base de ces conclusions majeures, nous allons maintenant examiner ces résultats du point de vue de l'analyse des multiplicateurs à l'échelle de l'économie, afin d'avoir une perspective globale au niveau macroéconomique de notre conclusion.

II. L'analyse des multiplicateurs de l'emploi et de la croissance sectorielle basée sur la MCS

Nous avons utilisé l'équation 3 pour saisir la MCS de 70 secteurs, telle que résumée dans le tableau 7, afin de calculer les multiplicateurs basés sur la MCS. Ainsi, notre MCS, représentée par une matrice de coefficients de A, de la production X et de la demande finale, FD, est donnée par:

$$AX + FD = X \quad (3)$$

$$(I - A)X = FD \quad (4)$$

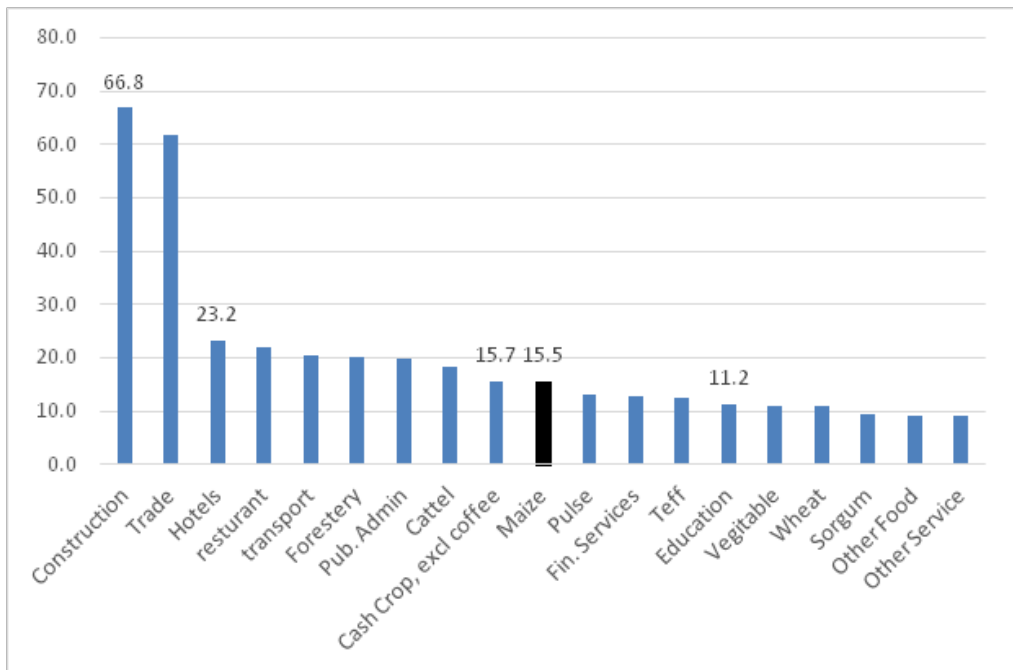
Qui peut être donné en utilisant le produit de l'inverse de Leontief (la matrice du multiplicateur), et la demande finale (FD) comme suit :

$$X = (I - A)^{-1}[FD] \quad (5)$$

À l'aide de l'équation 3 et du multiplicateur donné par la première partie du côté droit de l'équation 3 - « l'inverse de Leontief » - nous avons calculé quelle sera la réponse de la production sectorielle (X's) pour une injection d'une unité dans la

demande finale (FD). Le résultat de l'effet multiplicateur d'une telle injection d'une unité de demande dans chaque secteur de produits de base est donnée dans la figure 10, qui est un résumé des multiplicateurs détaillés pour les 70 sous-secteurs (voir l'annexe A2 pour plus de détails).

Figure 10 : Les 20 premiers secteurs ayant l'effet multiplicateur le plus élevé, en millions de birrs (avec une injection de demande d'un million de birrs dans tous les secteurs de produits de base.)



Note : Le compte exogène utilisé pour cette simulation est le compte «reste du monde».

Source : Calcul de l'auteur basé sur la MCS 2015 ; détails donnés dans l'annexe A2.

La figure 10 montre la réponse sectorielle (intégrant l'effet multiplicateur) pour une unité (un million de birr) d'injection de demande (ou de stimulation) dans chacun des secteurs de produits de base. Les principaux points à retenir de ce résultat sont les suivants. Premièrement, si l'offre est élastique, une stimulation de la demande aura l'effet de production le plus élevé sur les secteurs de la construction et du commerce. Viennent ensuite les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports, de la sylviculture, de l'administration publique et de l'élevage (bovins) ; et les cultures de rente, à l'exception du café dans les secteurs de l'agriculture, ont l'effet multiplicateur le plus élevé, supérieur à la valeur médiane de 15,5 (la barre noire de la figure 10). Cependant, l'effet sur les secteurs de la construction et du commerce est plus de quatre fois supérieur à l'effet moyen (médian), indiqué dans la figure 10.

Deuxièmement, bien que le secteur de la construction soit l'un des secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois (mais il n'a pas créé autant d'emplois que le secteur manufacturier), le secteur du commerce ne figure pas non

plus parmi les principaux sous-secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois dans le secteur des services.

Troisièmement, bien que cette stimulation de la demande ait également stimulé certains des sous-secteurs agricoles présentant un potentiel d'emploi important (élevage, cultures de rente et cultures telles que le maïs) qui connaîtront une croissance supérieure à la moyenne, leur croissance résultant de cette stimulation de la demande n'est pas aussi élevée que leur potentiel de création d'emplois, notamment par rapport aux sous-secteurs de la construction et du commerce. Il pourrait y avoir de nombreux facteurs pour ce dernier, y compris des facteurs d'offre qui nécessitent un examen plus approfondi (voir la mise en garde pour ce résultat ci-dessous).

Quatrièmement, on constate que cette stimulation de la demande a des implications différentielles pour différents types de travailleurs et de revenus de facteurs, ainsi que pour différentes régions du pays. Tout d'abord, en ce qui concerne les différentes catégories de revenus des facteurs, l'injection de la demande favorise principalement les revenus de la main-d'œuvre non qualifiée, suivie des revenus du capital non agricole. Le capital lié à la terre et la main-d'œuvre qualifiée viennent ensuite. Là encore, l'effet sur le revenu des facteurs de ce premier groupe (travail non qualifié et capital non agricole) est plus de quatre fois supérieur à celui des autres groupes de revenus des facteurs et 11 fois supérieur au rendement du capital dans le secteur de l'élevage, qui reçoit le moins. En ce qui concerne les catégories institutionnelles de revenus, le secteur gouvernemental est mieux loti que les entreprises. Ce résultat est donné dans le tableau 9

Tableau 9 : Répartition factorielle de l'effet sur le revenu d'une augmentation de la demande (d'un million de birr dans chaque produit, en millions de birrs)

Travail et capital		Par catégorie institutionnelle	
Main-d'œuvre non qualifiée	135.1		
Capital non agricole	112.0	Gouvernement	48.4
Capital foncier, zones rurales	29.6	Entreprises	34.0
Main-d'œuvre qualifiée	28.3		
Main-d'œuvre semi-qualifiée	21.6		
Capital dans le secteur de l'élevage, zones rurales	11.7		

Source : Calcul de l'auteur basé sur le modèle de la MCS.

Deuxièmement, en ce qui concerne la dimension régionale de la répartition des revenus, les régions et les parties géographiques spécifiques des régions ayant la plus grande population en bénéficient généralement plus que les autres (tableau 10). Ainsi, par ordre d'importance, les régions rurales d'Oromia, d'Amhara et du SNNP sont les premiers bénéficiaires de cette injection de la demande et de son effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie. Viennent ensuite Addis-Abeba (la capitale) et les zones urbaines de trois de ces mêmes régions (dans le même ordre d'importance). L'écart entre les revenus des autres régions et ceux de la région d'Oromia est très important (la

région rurale d’Oromia obtient un score plus de deux fois supérieur à celui des autres régions les plus importantes ; la région urbaine d’Oromia obtient également un score environ 1,7 fois supérieur à celui des autres régions urbaines les plus importantes. Harar (urbaine), Gambela (rurale) et les petites villes de Benishangul-Gumuz sont les régions qui bénéficient le moins de l’aide, avec 100 fois moins que la première région. Cependant, par habitant, ce sont généralement les zones urbaines, les villes d’Addis Abeba et de Dire Dawa, qui sont en tête à une distance significative, qui sont bénéficiaires par rapport aux zones rurales (voir les valeurs entre crochets dans le tableau 10).

Tableau 10 : Répartition régionale de l’effet de l’augmentation de la demande sur le revenu (d’un million de birrs pour chaque produit, en millions de birrs ; taille de la population basée sur la LFS 2021).

Région	Birr	Région	Birr	Région	Birr
Oromia Rural	88.6 [2.75]	Afar Urbain	1.3 [3.1]	Afar Rural	2.1 [1.34]
Amhara Rural	40.5 [2.17]	Tigray Rural	11.5	Dire Dawa (Urbain)	2.0 [5.85]
SNNP Rural	32.6 [1.86]	Oromia Small Towns	8.3	Tigray Petites villes	1.6
Addis Ababa (Urbain)	29.7 [7.8]	Somali Rural	7.9 [1.4]	Somali Urbain	1.3 [1.32]
Oromia Urbain	25.4 [3.95]	Amhara Petites villes	6.3	Benishangul Petites villes	0.8
Amhara Urbain	16.7 [3.7]	SNNP Small Towns	4.4	Gambela Rural	0.8 [2.53]
SNNP Urbain	13.8 [3.63]	Benishangul Rural	2.2 [2.5]	Harar (Urbain)	0.8 [5.2]

Source : Calcul de l’auteur basé sur la simulation du modèle multiplicateur de la MCS.

L’inadéquation que nous avons découverte dans l’analyse de décomposition semble également apparaître en ce qui concerne le potentiel de création d’emplois d’un secteur et le potentiel d’expansion du secteur dû à la stimulation de la demande. En outre, les secteurs ayant la capacité de se développer fortement grâce à l’injection de la demande, comme on peut le lire dans la figure 6 et l’annexe A2, ne sont pas des secteurs ayant un potentiel de création d’emplois important, comme on peut le déduire du ratio K/L présenté dans le tableau 8. Le tableau 8 montre que les cinq premiers secteurs à forte intensité de L sont liés à l’élevage (avec des scores de 23 à 62 dans le ratio K/L), à la sylviculture (11,5) et à la production de cultures commerciales (8,3). À l’exception de la sylviculture, ces secteurs ne figurent pas parmi les sept secteurs ayant le plus fort potentiel d’expansion grâce à l’injection de la demande, comme le montre la figure 7. Le premier secteur à fort potentiel d’emploi (élevage) se retrouve au huitième rang (bovins) en termes de potentiel d’expansion.

Dans le secteur industriel, les parcs agro-industriels (5), les moulins à grains (2,3), l'électricité (1,7), la construction (1,6) et l'eau (1,3) sont, par ordre d'importance, les sous-secteurs à forte intensité de L. Parmi ces sous-secteurs, seul celui de la construction (en tête de liste) présente un potentiel d'expansion rapide.

Dans le secteur des services, le secteur de la santé (8,7), suivi de l'éducation (3,3), des autres services (2,5), des transports (2,5) et de l'administration publique (1,6) sont les sous-secteurs les plus intensifs en L. Le potentiel d'expansion plus élevé à partir de la fin de l'année 2000 est dû à l'augmentation du nombre d'emplois. En termes de potentiel d'expansion plus élevé grâce à la stimulation de la demande, seuls les «transports» et les «administrations publiques», qui se classent respectivement aux 5e et 7e rangs, sont importants (figure 7).

L'un des principaux problèmes de l'analyse ci-dessus est la nature axée sur la demande de l'approche du multiplicateur basée sur la MCS et son hypothèse implicite sur l'existence d'une offre élastique qui répond automatiquement à la stimulation de la demande. Cette dernière hypothèse est très restrictive dans un pays comme l'Éthiopie où l'activité de production est généralement caractérisée par un goulot d'étranglement de l'offre (qui comprend, entre autres, une faible productivité, une faible technologie, une main-d'œuvre peu qualifiée, une dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, des infrastructures limitées et un secteur manufacturier dépendant des importations), ce qui rend l'hypothèse d'une offre élastique irréaliste. Ainsi, le résultat ci-dessus doit être pris avec précaution.

5. Déterminants du chômage des jeunes

Le modèle

Le deuxième aspect de l'étude porte sur l'identification des facteurs à l'origine du problème du chômage des jeunes. Cette identification sera effectuée à l'aide d'un modèle probit estimé à partir des données de l'enquête nationale sur les forces de travail. Le modèle probit est représenté par :

$$y^* = \beta'X + \varepsilon \quad (6)$$

Y^* is unobservable but we can observe, $y = 1$ if the status of the individual is *unemployed*, and $y = 0$ otherwise

Le statut de chômage dépend de facteurs mesurables X qui dépeignent les facteurs socio-économiques et démographiques et de facteurs inobservables ε . Chaque individu peut tomber dans les catégories de chômage ou d'emploi en fonction de facteurs explicatifs mesurables (X) et inobservables (ε) qui déterminent son statut d'emploi ; β est un vecteur de paramètres de pente des déterminants du chômage à estimer. En supposant que ε est normalement distribué, nous pouvons avoir les probabilités suivantes à partir du modèle probit.,

$$\begin{aligned} \text{Pr ob}(y = 1) &= \Phi(\beta'X), \\ \text{Pr ob}(y = 0) &= 1 - \Phi(\beta'X), \end{aligned} \quad (7)$$

Où : $\Phi(\cdot)$ est la fonction de distribution cumulative normale standard, cdf.

La fonction de log-vraisemblance et ses dérivés peuvent être obtenus facilement en estimant ce modèle (voir Green, 2000). Ce modèle est estimé à la fois pour le chômage total (des adultes) et le chômage des jeunes. Les données et les résultats de l'estimation sont présentés dans la section suivante.

Données et résultats de l'estimation

La dernière enquête nationale sur les forces de travail (2021) n'est pas encore officiellement publiée sous forme électronique. Par conséquent, le modèle économétrique est estimé à l'aide des dernières données électroniques disponibles, à savoir celles de l'année 2013. Dans les données officielles de la LFS, le chômage des jeunes est défini pour le groupe d'âge des 15-29 ans. Nous avons estimé le modèle probit spécifié ci-dessus à la fois pour le chômage total et pour le chômage des jeunes. Le résultat montre qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les deux modèles. Ainsi, pour présenter brièvement le résultat sous une forme réduite, nous avons estimé le modèle pour le chômage total en incluant les jeunes comme une variable muette supplémentaire où une observation reçoit la valeur 1, si le chômeur fait partie du groupe d'âge 15-29 ans (jeunes) et zéro sinon. Le résultat est présenté dans le tableau 11 (le modèle estimé pour la variable dépendante «chômage des jeunes» est présenté à l'annexe B).

Tableau 11 : Déterminants du chômage (Enquête nationale sur les forces de travail, 2013, modèle probit.)

Variable dépendante : Chômage (tous les adultes, âgés de 15 ans et plus)	Coefficient	Valeur- z-	Dy/dx (Effet marginal)
Genre :	-0.61	0.02	-0.109
Éducation formelle fréquentée	0.07	0.02	0.0144
Ecole primaire terminée	0.16	0.03	0.030
Diplôme d'études secondaires (9 à 12 ans)	0.35	0.03	0.074
EFTP terminé	0.05*	0.04	0.044
Avoir un premier diplôme	-0.25	0.05	-0.038
Ayant un niveau de maîtrise, plus	-0.44	0.13	-0.059
Marié(e)	0.14	0.02	0.024
Ont reçu une formation	-0.22	0.03	-0.0358
Résident en zone urbaine	1.03	0.03	0.123
Âge :	0.003	0.00	0.0005
A migré à la recherche d'un emploi	-0.36	0.02	-0.061
A migré avec une famille	0.16	0.02	0.03
Jeunes (15-29 ans)	0.36	0.02	0.064
_cons	-2.21	0.07	
Nombre d'observation (44,230.		
Pseudo R^2	0.13		
Wald Chi^2 (13)	3506 (Pr=0)		

Note : * Toutes, sauf celle-ci, sont statistiquement significatives à 1 % et plus.

Le résultat montre que tous les déterminants des modèles, à l'exception de l'achèvement de la formation technique et professionnelle, ont des coefficients statistiquement significatifs. Malgré la tentative du gouvernement de s'attaquer au problème du chômage par l'expansion de l'EFTP, le résultat montre que cet effort n'a pas d'effet sur la réduction du chômage. De même, la fréquentation d'un établissement d'enseignement formel, ainsi que l'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire, sont associés de manière positive au chômage. D'autre part, le fait d'avoir un diplôme de premier et de deuxième cycle est associé négativement au chômage - la probabilité d'être au chômage étant significativement réduite lorsqu'on a un diplôme de deuxième cycle. De même, les personnes qui ont reçu un certain type de formation sont également moins susceptibles d'être au chômage, l'effet d'une telle formation étant comparable à celui d'un premier diplôme, mais pas à celui d'un master.

Le tableau 11 montre en outre que le fait de résider dans des zones urbaines, de migrer avec sa famille, d'être plus âgé et marié est associé positivement à la probabilité d'être au chômage. Cependant, si les migrants migrent à la recherche d'un emploi, la probabilité qu'ils soient au chômage est fortement négative. Il est intéressant de noter, en ce qui concerne le chômage des jeunes, que le fait d'être jeune augmente en soi la probabilité d'être au chômage de manière significative. Ainsi, en plus d'être influencés par tous les facteurs qui augmentent la probabilité d'être au chômage comme n'importe quel autre adulte, le fait d'être jeune aggrave encore la probabilité d'être au chômage (tableau 11).

6. Conclusion

Dans cette étude, on tente de comprendre le problème du chômage en général, et celui des jeunes en particulier. Il s'agit d'une question urgente en Éthiopie car, malgré une croissance assez élevée pendant une longue période (au cours des deux dernières décennies), le chômage des jeunes est resté obstinément élevé en Éthiopie.

Cette étude a tenté d'examiner ce paradoxe d'un chômage élevé dans un contexte de croissance rapide en utilisant trois approches : (i) une décomposition de la croissance et une analyse du changement structurel, (ii) un examen de l'activité de production sectorielle et sous-sectorielle en termes de ratio de capital et de travail qui est basé sur le modèle de comptabilité sociale et les données d'enquête sur les entreprises, ainsi que (iii) en estimant un modèle qui tente d'identifier les principaux déterminants du chômage (chômage des jeunes). L'étude a abouti aux conclusions suivantes, qui ont des implications politiques.

Notre examen de la source de la croissance rapide et de l'état du potentiel d'emploi sectoriel a révélé les résultats suivants. Premièrement, nous avons identifié le secteur agricole en général, et l'élevage en particulier, comme des secteurs présentant un potentiel d'emploi important. Cependant, le rôle de l'agriculture comme source de croissance a considérablement diminué depuis 2010. Ainsi, le secteur à fort potentiel de création d'emplois n'a pas été la source de croissance, surtout après 2005. Une politique axée sur l'agriculture depuis 2005 aurait eu un impact significatif sur la création d'emplois. Deuxièmement, depuis 2005, et surtout après 2010, les secteurs de l'industrie et des services sont devenus les principales sources de croissance. Cela peut s'expliquer par l'orientation de la politique du gouvernement vers les zones urbaines et le secteur industriel, qui pourrait être le résultat de l'échec des élections de 2005 où l'opposition au gouvernement dans les zones urbaines était forte. Au sein du secteur industriel, la construction a été le principal moteur de la croissance du PIB, et le secteur manufacturier est resté relativement stagnant au cours des quatre dernières décennies, sa part dans le PIB restant inférieure à 5 % (et inférieure à 8 % au cours des cinq dernières années). Notre analyse basée sur le ratio capital-travail à l'aide des données de la MCS montre qu'il a également un potentiel important de création d'emplois. Bien qu'il ait créé quelques emplois, il n'a pas réussi à créer des emplois significatifs comparables à la contribution du secteur manufacturier, relativement faible toutefois, à la croissance économique. Ainsi, un effort concerté pour soutenir le secteur manufacturier aurait le double effet d'une forte création

d'emplois et d'une transformation structurelle en même temps. Troisièmement, dans le secteur des services, bien que les secteurs de la santé, de l'éducation et des transports aient été des secteurs à fort potentiel d'emploi, la principale source de croissance a été le secteur du commerce, qui n'est pas aussi intensif en main-d'œuvre que ces secteurs de services.

Après avoir identifié les résultats ci-dessus, nous avons examiné la création potentielle d'emplois de l'économie et de ses secteurs et sous-secteurs à l'aide d'un modèle économique global qui repose sur l'analyse des multiplicateurs de la MCS. Le décalage entre les sources de croissance et d'emploi que nous avons découvert dans l'analyse de décomposition semble également apparaître en relation avec la création potentielle d'emplois du potentiel d'expansion des différents sous-secteurs en raison de la stimulation de la demande. En d'autres termes, les secteurs dont la capacité d'expansion est relativement importante en raison de l'injection de la demande ne sont pas des secteurs présentant un potentiel de création d'emplois significatif. Plus concrètement, l'analyse des multiplicateurs basée sur le modèle de la MCS pour l'ensemble de l'économie a également révélé ce qui suit. Premièrement, si l'offre est élastique, une stimulation de la demande aura l'effet de production le plus élevé sur les secteurs de la construction et du commerce. Viennent ensuite les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports, de la sylviculture, de l'administration publique et de l'élevage (bétail), ainsi que les cultures commerciales, à l'exception du café, dans les secteurs de l'agriculture qui s'avèrent avoir l'effet multiplicateur le plus élevé, supérieur à la valeur médiane. Cependant, l'effet sur les secteurs de la construction et du commerce est nettement plus élevé que les autres - quatre fois supérieur à la valeur médiane. Bien que le secteur de la construction soit l'un des secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois, il n'a pas créé autant d'emplois que le secteur manufacturier. Le secteur du commerce ne figure pas non plus parmi les principaux sous-secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois dans le secteur des services.

Deuxièmement, bien que cette stimulation de la demande ait également stimulé certains des sous-secteurs agricoles présentant un potentiel d'emploi important (élevage, cultures de rente et cultures telles que le maïs) qui pourraient connaître une croissance supérieure à la croissance moyenne de tous les secteurs, leur croissance résultant de cette stimulation de la demande n'est pas aussi élevée que leur potentiel de création d'emplois, notamment par rapport aux sous-secteurs de la construction et du commerce. De nombreux facteurs peuvent être à l'origine de cette situation, notamment des facteurs d'offre qui limitent la production et la productivité de l'agriculture ; cela nécessite un examen plus approfondi (ce qui constitue une mise en garde majeure pour une analyse basée sur la MCS, qui illustre une croissance induite par la demande).

Troisièmement, on constate que cette stimulation de la demande a une implication différentielle pour différents types de travailleurs et de revenus de facteurs, ainsi que pour différentes régions du pays ; elle a une implication distributive. À cet égard, (i) en termes de différentes catégories de revenus des facteurs, l'injection de la demande

favorise principalement la main-d'œuvre non qualifiée (revenus), suivie des revenus du capital non agricole. Le capital lié à la terre et le travail qualifié viennent ensuite. Là encore, l'effet sur le revenu des facteurs de ce premier groupe (travail non qualifié et capital non agricole) est plus de quatre fois supérieur à celui des autres groupes de revenus des facteurs et 11 fois supérieur au rendement du capital dans le secteur de l'élevage, qui reçoit le moins. En ce qui concerne les catégories institutionnelles de revenus, le secteur public est mieux loti que les entreprises. (ii) en ce qui concerne la dimension régionale de la distribution des revenus, on constate que les régions et les parties géographiques spécifiques des régions ayant la plus grande population sont généralement plus avantagées que les autres.

En bref, l'inadéquation que nous avons découverte dans l'analyse de décomposition semble également apparaître en ce qui concerne le potentiel de création d'emplois d'un secteur à partir de la technologie de production (ratio capital-travail) et le potentiel d'expansion du secteur dû à l'injection de la demande. En outre, les secteurs ayant une capacité d'expansion importante grâce à l'injection de la demande ne sont pas des secteurs ayant un potentiel de création d'emplois significatif, comme on peut le déduire de leur ratio capital-travail.

Enfin, étant donné que le résultat final de l'inadéquation entre les sources de croissance et d'emploi, ainsi que l'effet de la stimulation de la demande sur la croissance de la production et de l'emploi, est de rendre le chômage élevé (faible emploi), nous avons examiné plus en détail les autres facteurs possibles derrière le chômage des adultes et des jeunes en utilisant des données au niveau micro. Les résultats de notre modèle de chômage ont révélé les principales conclusions suivantes : (i) malgré la tentative du gouvernement de s'attaquer au problème du chômage par l'expansion de l'EFTP, les résultats montrent que cet effort n'a pas d'effet sur la réduction du chômage. D'autre part, (ii) le fait d'être titulaire d'un premier (licence) et d'un second (master) diplôme est associé négativement au chômage - la probabilité d'être au chômage diminue de manière significative lorsqu'on est titulaire d'un master ou d'un diplôme supérieur. De même, (iii) les personnes qui ont reçu un certain type de formation sont également moins susceptibles d'être au chômage. Enfin, (iv) tous les facteurs qui influent sur le chômage total des adultes influent également sur le chômage des jeunes dans le même sens et avec la même ampleur. Cependant, le fait d'être jeune en soi augmente significativement la probabilité d'être au chômage. Nous concluons en affirmant que tous ces résultats ont des implications pour la création d'emplois qui peuvent éclairer de tels objectifs politiques.

Remarques

1. Dans les données officielles de la LFS (2021), le chômage "réduit" des jeunes est défini comme la part des jeunes (âgés de 15 à 29 ans) sans emploi (à la fois demandeurs et non demandeurs/découragés - la définition plus large qui est pertinente pour l'Éthiopie) par rapport aux jeunes économiquement actifs, dans la même tranche d'âge. Ce taux national est donné dans les données de la LFS 2021 à 7%, ce qui semble être une erreur. Ainsi, les 14% donnés ici sont la moyenne pondérée du taux de chômage des jeunes en milieu rural et en milieu urbain dans le même document, pondérée par la population urbaine et rurale de 0,20 et 0,80, respectivement.
2. Ce chiffre (population employée) est en réalité de 42,4 millions. La source de cette divergence est liée à l'exclusion par CSA des employés de subsistance et des travailleurs domestiques dans ses analyses et ses rapports.

Références

- African Capacity Building Foundation (ACBF). 2017. *Youth Employment in Africa: Capacity Building and Innovative. Strategies from Botswana, Namibia, South Africa, and Swaziland*. ACBF Occasional Paper No. 30. African Capacity Building Foundation, Harare.
- Alemayehu, G. 2008. "The political economy of growth in Ethiopia". In B. Ndulu, S.A. O'connell, J.P. Azam, R. Bates, A.K. Fosu, J.W. Gunning and D. Njinkeu, eds., *The Political Economy of Growth in Africa: 1960–2000*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Alemayehu, G and T. Kibrom. 2011, "The Galloping Inflation in Ethiopia: A Cautionary Table for Aspiring Developmental States". In" Alemayehu Geda, ed. *Readings on Ethiopian Economy*. Addis Ababa: Addis Ababa University Press.
- Alemayehu, G and T. Kibrom (2020. "The Challenge of Inflation and Financing Development in Ethiopia: A Kaleckian Approach with Empirical Result". Unpublished, Addis Ababa University. At www.researchgate.net/profile/Alemayehu_Geda
- Alemayehu, G. and Y. Addis. 2016. "Political and development imperative of growth, poverty and inequality in Ethiopia in the last decade (2000–2013)". In: Dessalegn Rahmato, Meheret Ayenew, Asnake Kefale, and B. Habermann, eds., *Rethinking Development Strategy in Ethiopia*. FSS and GTZ.
- Alemayehu, G. 2018. *Towards a National Minimum Wage in Ethiopia: An Exploratory Study (A Background Study for ILO Regional Office in Ethiopia, Eritrean and Djibouti)*.
- Alemayehu, G. 2020a. "The economic and social impact of COVID-19 on Ethiopia and suggested direction for policy response". Unpublished, Addis Ababa University. At www.researchgate.net/profile/Alemayehu_Geda
- Alemayehu, G. 2020b. "The COVID-19 damage on the Ethiopian service sector: A supplement using Google search trend big data". Unpublished, Addis Ababa University. At www.researchgate.net/profile/Alemayehu_Geda
- Alemayehu, G. 2021. "Advanced macroeconomics for Africa: The shot-run". Unprocessed, Department of Economics, Addis Ababa University.
- Alemayehu, G., J. Weeks and H. Moono. 2018. "Impact of macroeconomic reform on labour markets and income in Zambia: Assessing ZAMMOD". A Study for the International Labour Organization and Ministry of Finance, Zambia.
- Alemayehu, G., N. Ndung'u and D. Zerfu. 2012, reprinted, 2015. *Applied Time Series Econometrics: A Practical Guide for Macroeconomics Researches with a Focus on Africa*. Nairobi: University of Nairobi Press.

- Andualem, T.M., F.B. Woldeyes, A.J. Mainar Causapé and E. Ferrari. 2019. Ethiopia Social Accounting Matrix 2015/16. JRC Technical Report, The European Union, EUR 29902 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2019, ISBN 978-92-76-12389-7. doi:10.2760/974668, JRC118413.
- Central Statistical Authority (CSA, various Years). Urban Employment and Unemployment Survey. Addis Ababa: Central Statistical Authority.
- Central Statistical Authority (CSA). 2021. *Labour Force and Migration Survey: Key Findings*. Addis Ababa: Central Statistical Authority.
- Green, W. 2000. *Econometric Analysis*, 4th edn. New Jersey: Prentice-Hall.
- Lorenzo, G. and F. Rosati. 2007. “Child Labour and Youth Employment: Ethiopia Country Study”, SP Discussion Paper No 0704. Washington, D.C.: The World Bank.
- Keynes, J.M. 1936. *The General Theory of Employment, Interest and Money*. New York: Harcourt, Brace and Company.
- Marta, K. 2017. “Employment and incidence of poverty in urban Ethiopia”. In A. Heshmati, ed., *Economic Transformation for Poverty Reduction in Africa: A Multidimensional Approach*. London: Routledge.
- National Bank of Ethiopia (NBE). 2019. Annual Report Addis Ababa: National Bank of Ethiopia.
- National Bank of Ethiopia (NBE). 2020. Annual Report Addis Ababa: National Bank of Ethiopia.

Annexes

Annexe A1a : Ratio travail-capital basé sur la MCS (L/K)

	Général L/K Ratio	L_USK/K Ratio	L_SSK/K Ratio	L_Qualifié/K Ratio
apoul	62.26	56.68	3.21	2.37
ashee	45.60	44.45	1.01	0.14
agoat	43.28	42.19	0.96	0.13
acatt	22.75	22.09	0.60	0.07
afor	11.49	9.91	0.60	0.98
afish	10.19	8.65	1.29	0.25
acash	8.26	7.07	0.50	0.69
acaml	8.17	8.03	0.14	0.00
acrop	5.77	5.25	0.40	0.11
aveg	4.63	4.43	0.16	0.04
afruit	2.29	1.70	0.38	0.21
apul	1.86	1.69	0.15	0.02
aflower	1.79	1.33	0.30	0.16
aoils	1.63	1.39	0.10	0.14
awhea	1.55	1.41	0.13	0.02
atef	1.24	1.13	0.10	0.01
asorg	1.23	1.11	0.10	0.01
acoff	1.04	0.89	0.06	0.09
aenset	1.03	0.98	0.04	0.01
amaiz	1.00	0.90	0.08	0.01
abar	0.89	0.81	0.07	0.01
adairy	0.58	0.46	0.09	0.03
aoliv	0.52	0.52	0.00	0.00

Source : La MCS (194X 194).

Annexe A1b : Le secteur industriel

	General L/K Ratio	L_USK/K Ratio	L_SSK/K Ratio	L_Qualifié/K Ratio
aapark	5.0	3.6	0.7	0.7
agmill_agmillserv	2.30	1.65	0.48	0.17
amining	1.74	1.64	0.05	0.05
aelect	1.67	0.21	0.40	1.07
acons	1.58	0.92	0.42	0.24
awater	1.25	0.89	0.11	0.24
achem	1.00	0.35	0.37	0.28
aminprod	0.55	0.49	0.04	0.02
aomanu	0.54	0.22	0.30	0.03
aleath	0.44	0.32	0.09	0.04
apharm	0.35	0.28	0.05	0.01
aspin	0.33	0.23	0.06	0.03
amach	0.30	0.14	0.11	0.05
aapar	0.26	0.14	0.09	0.04
amprod	0.22	0.10	0.04	0.08
aofood	0.20	0.17	0.03	0.01
atext	0.20	0.14	0.04	0.02
abev	0.19	0.15	0.02	0.02
acement	0.19	0.11	0.03	0.05
aveh	0.17	0.13	0.02	0.02
asug	0.16	0.12	0.02	0.01
apaperp	0.16	0.11	0.04	0.01
aelecq	0.12	0.11	0.01	0.01
awood	0.11	0.06	0.03	0.01
atob	0.09	0.08	0.01	0.00
ametal	0.08	0.06	0.01	0.01
amedq	0.02	0.02	0.00	0.00

Source : La MCS (194X 194).

Annex A1c: Secteur des services

	General L/K Ratio	L_USK/K Ration	L_SSK/K Ratio	L_Qua l i f i é / K Ratio
aheal	8.72	0.96	0.47	7.28
aeduc	3.29	0.25	0.43	2.61
aoserv	2.54	2.48	0.05	0.01
atrans	2.47	1.68	0.41	0.38
apadmin	1.57	0.34	0.29	0.94
arest	0.75	0.04	0.28	0.44
acomm	0.50	0.06	0.10	0.33
atrad	0.30	0.21	0.05	0.04
afserv	0.28	0.01	0.02	0.25
ahotel	0.14	0.09	0.02	0.03

Source : La MCS consolidée (194X 194).

Annexe A2 : Secteur ayant un effet multiplicateur plus élevé pour un million d'injections de demande dans chaque bloc de secteurs de produits de base (en millions de birrs)

acons	66.8	abev	6.7	aminging	2.0
atrad	61.7	aenset	6.5	ametal	1.9
ahotel	23.2	abar	6.2	aomanu	1.9
arest	21.9	aheal	5.8	aminprod	1.8
atrans	20.5	acomm	5.6	aspin	1.6
afor	20.2	achem	5.4	atob	1.6
apadmin	19.9	acoff	4.7	apaperp	1.6
acatt	18.4	awater	4.3	asug	1.4
acrop	15.7	agoat	4.2	aleath	1.3
amaiz	15.5	agmill_agmillserv	3.8	afish	1.2
apul	13.0	aelect	3.6	aveh	1.2
afserv	12.6	ashee	3.6	aapar	1.1
atef	12.5	afruit	3.4	aflower	1.0
aeduc	11.2	aoliv	3.3	aapark	1.0
aveg	11.0	aoils	3.1	apharm	0.8
awhea	10.8	apoul	3.0	aelecq	0.8
asorg	9.6	acaml	2.9	awood	0.7
aofood	9.2	amprod	2.8	adairy	0.5
aoserv	9.0	atext	2.5	amach	0.0
acash	7.8	acement	2.3	amedq	0.0

Source : La MCS consolidé (194X 194).

Annexe A3

Tableau A1 : Contribution de la croissance sectorielle à la croissance du PIB et de l'emploi

	Croissance de la production (valeur ajoutée, en %)				Croissance de l'emploi (chiffres, en %)			
	PIB	Agri- culture	Industrie	Services	Emploi total	Agri- culture	Industrie	Services
1991–1994	2.5	0.5	0.3	1.8	2.0	1.4	0.2	0.4
1995–1999	3.3	0.6	0.6	2.2	3.1	2.2	0.3	0.6
2000–2004	4.6	1.8	0.8	2.0	2.6	2.0	0.4	0.3
2005–2009	11.3	4.9	1.1	5.4	3.8	1.6	0.9	1.3
2010	9.7	3.7	1.3	4.8	3.9	1.1	1.3	1.6
2011	12.9	4.2	1.8	6.9	3.0	2.1	0.3	0.5
2012	9.2	2.3	2.5	4.5	2.6	2.0	0.4	0.3
2013	10.3	3.1	3.5	3.7	3.8	1.6	0.9	1.3
2014	10.8	2.3	2.8	5.7	4.4	1.5	1.0	1.8
2015	11.3	2.6	3.8	5.0	3.4	1.4	0.7	1.2
2016	8.5	0.9	3.9	3.7	2.5	1.9	0.4	0.1
2017	9.7	2.4	3.9	3.3	3.8	1.6	0.9	1.3
2018	7.7	1.3	2.6	3.9	4.4	1.5	1.0	1.8
2010–18	10	2.5	2.9	4.6	3.5	1.6	0.8	1.1

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'Université de Groningen sur les changements structurels.

Annexe B : Déterminants du chômage des jeunes (modèle probit)
Déterminants du chômage des jeunes (enquête nationale sur les forces de travail, 2013).

Variable dépendante : Chômage des jeunes (15-29 ans)	Coefficient	Valeur -z	Pr>z
Sexe (Homme=1 ; femme =0)	-0.62	-33.9	0.00
Éducation formelle fréquentée	0.05	2.3	0.02
Ecole primaire terminée	0.14	5.2	0.00
Enseignement secondaire terminé (9 à 12 ans)	0.33	11.7	0.00
EFTP (Enseignement et formation techniques et professionnels) terminé	0.06*	1.4	0.16
Avoir un premier diplôme	-0.24	-4.5	0.00
Avoir un niveau master, plus	-0.45	-3.4	0.00
Marié(e)	0.10	5.8	0.00
A reçu une formation	-0.23	-8.6	0.00
Résident en zone urbaine	1.01	31.2	0.00
Âge	-0.01	-9.3	0.00
A migré à la recherche d'un emploi	-0.35	-17.7	-0.061
A migré avec une famille	0.16	6.9	0.03
_cons	-1.61	-23.5	0.00
Nombre d' observations	43,055.		
Pseudo R^2	0.13		
Wald Chi^2 (13)	3289 (Pr=0)		

Note : * Toutes, sauf celle-ci, sont statistiquement significatives à 1% et plus.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aecrcafrica.org